Montréal lundi 5 février 2007 Le plus grand quotidien français d'Amérique 123e année N° 105 64 pages, 6 cahiers 70 ¢ taxes en sus – Édition provinciale 80 ¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

SUPER BOWL

LE SACRE DE MANNING ET DES COLTS

SPORTS PAGES 1 À 5

29 17

PHOTO MIKE BLAKE, REUTERS

LES LIBÉRAUX DE JEAN CHAREST REPORTENT LEUR CONGRÈS

DES ÉLECTIONS LE 26 MARS

DENIS LESSARD

QUÉBEC — On parlait de simples rumeurs; même chez les libéraux, plusieurs y voyaient un bluff. Or, le PLQ a pris des décisions hier confirmant que Jean Charest va devancer les élections générales. Tout est désormais en place pour une campagne hâtive déclenchée vers le 21 février pour un vote le 26 mars.

Rappelons que *La Presse* a révélé dans son numéro de samedi que le premier ministre Charest avait pris la décision de modifier son plan de match et d'aller aux urnes fin mars.

Le congrès qui devait avoir lieu les 23, 24 et 25 mars est tout à coup remis à une date indéterminée à la suite d'une décision prise hier après-midi par la direction du Parti libéral du Québec. En lieu et place, les libéraux tiendront à Québec, le 17 février, un « conseil général élargi ».

La Presse a appris que le programme électoral du PLQ, tremplin idéal placé stratégiquement juste avant de partir en campagne électorale, sera alors présenté aux militants. Et le gouvernement Charest envisage aussi de rappeler l'Assemblée nationale le 20 février pour permettre de déposer un budget.

›Voir ÉLECTIONS en page A13

NOUVEAUTÉ

BOMBARDIER S'ATTAQUE À LA ROUTE AVEC SON SPYDER CAN-AM

L'AUTO PAGE 19

AFGHANISTAN

COMMENT VIVENT NOS SOLDATS À KANDAHAR?

LE REPORTAGE DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

PAGES A2 ET A3

INTERNET

DES SKETCHS DÉBILES CRÉÉS PAR ET POUR LES JEUNES

ACTUEL PAGES 1 À 3

Souray assomme les Penguins en prolongation

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Profitant d'une erreur en zone offensive de Sidney Crosby, le joueur vedette des Penguins de Pittsburgh, le joueur de centre du Canadien Tomas Plekanec a brillé en s'emparant de la rondelle, qu'il a refilée parfaitement à Sheldon Souray. Le tir foudroyant du défenseur a eu raison de Marc-André Fleury. Son but, marqué à 2:01 de la prolongation, a permis au Tricolore de l'emporter 4 à 3 hier après-midi au Centre Bell. Cette victoire était importante pour le Canadien, qui reprend le quatrième rang aux Sénateurs d'Ottawa tout en se détachant à six points des Maple Leafs de Toronto, installés au neuvième rang. Nos informations dans le cahier Sports, pages 6 et 7.

Retour du balancier à Hérouxville

MARIO GIRARD

Après les courriels élogieux et les tribunes téléphoniques enflammées, les élus d'Hérouxville connaissent le retour du balancier.

D'un côté, le président de Solidarité rurale désapprouve cette initiative. De l'autre, les communautés culturelles s'inquiètent de la tournure de ce débat.

« Quand t'es un leader d'une municipalité et que tu as des responsabilités, tu ne peux pas participer à un dérapage semblable, a déclaré à *La Presse* le président de Solidarité rurale, Jacques Proulx. Mêler les boules de Noël avec le port de la burqa et la lapidation, faut être, jusqu'à un certain point, ignorant de tout ce qui s'est fait. »

Le représentant des villages du Québec croit que l'initiative d'Hérouxville est, au bout du compte, une très mauvaise idée.

›Voir HÉROUXVILLE en page A14

Se tuer à 4 ans

Au Québec, de plus en plus d'enfants traités en pédopsychiatrie

KATIA GAGNON

En 12 ans de pratique dans un grand hôpital québécois, le pédopsychiatre n'avait pratiquement jamais vu ça. Un enfant de 4 ans hospitalisé en psychiatrie parce qu'il s'était volontairement jeté devant une voiture. Tentative de suicide. À 4 ans.

Cet exemple récent, qui nous a été raconté par un médecin sous le couvert de l'anonymat, est bien sûr extrême. Mais il illustre cependant une tendance de fond : les petits patients en pédopsychiatrie sont de plus en plus jeunes.

Aucune statistique ne vient démontrer ce fait, mais les témoignages de plusieurs pédopsychiatres interviewés par *La Presse* vont à peu près tous dans le même sens.

« Les patients nous arrivent de plus en plus jeunes », dit Luc Blanchet, pédopsychiatre à l'hôpital Jean-Talon.

›Voir TUER en page A10

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Jean Charest est sorti de sa grotte et a vu l'ombre de Bernard Landry. Ça veut dire qu'il va y avoir des élections au printemps

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

L-V 6 21924 98765 1

L'AFGHANISTAN CINQ ANS PLUS TARD

Au Kandahar Airfield, la poussière recouvre tout : les tentes, les bâtiments, la clinique, l'hôpital, le supermarché, la petite chapelle. Des routes de terre sillonnent le camp. Sur cette photo, les corps de

Sous la poussière du

Depuis février 2002, le nombre de soldats canadiens en Afghanistan a bondi, passant de 750 à 2500. Cette mission est loin de faire l'unanimité, avec **44 hommes morts au front**. En août, les soldats de Valcartier prendront la relève. Les militaires vivent sur une base située à 19 km au sud de Kandahar. Notre journaliste Michèle Ouimet nous décrit **leur vie de tous les jours**.

MICHÈLE OUIMET
ENVOYÉE SPÉCIALE

KANDAHAR

Tout est brun, beige ou gris. Pas un seul îlot de verdure, à part quelques arbres perdus au fond du camp.

Treize kilomètres de circonférence. C'est la grandeur du camp militaire déployé au milieu d'une région semi-désertique et hostile, à 19 km au sud de la ville de Kandahar.

Plus de 10 000 personnes vivent dans ce camp retranché. Chaque pays a son coin. Les 2500 militaires canadiens ont installé leur quartier général près de l'aéroport, les Américains ont planté leur fourbi en face des Canadiens, les tentes des Néerlandais jouxtent celles des Canadiens, sans oublier les Australiens, les Britanniques, les Allemands...

Au total, les soldats de neuf pays vivent sur ce tas de cailloux férocement protégé par des barbelés, qu'on appelle le Kandahar Airfield, le KAF.

La poussière recouvre tout : les tentes, les bâtiments, la clinique, l'hôpital, le supermarché, la petite chapelle. Des routes de terre sillonnent le camp. La partie sud ressemble au port de Montréal avec sa cimenterie et ses conteneurs.

Ici, ce ne sont pas les bombes qu'on entend, mais le bruit assourdissant des moteurs d'avion qui décollent à toute heure du jour et de la nuit, et le vrombissement sourd des génératrices qui fournissent l'électricité.

La vie, la vie

Deux soldats marchent sur la route de gravier, le pas lent, le nez en l'air. Ils sont arrivés la veille. Ils font partie du contingent de Gagetown qui relaie, ce mois-ci, les troupes de Petawawa.

Ils visitent le camp où ils vont séjourner six mois. L'un d'eux a été élevé en Saskatchewan avec ses grands espaces, ses champs immenses, sa verdure à perte de vue.

« Il n'y a pas d'arbre, ici », dit-il un peu secoué. Et il enchaîne en parlant des drôles de bibittes qu'il a peur de trouver dans sa tente ou, pire, au fond de son sac de couchage.

« Vous connaissez les araignées chameaux (*camel spider*) ?, demande-t-il avec un filet d'inquiétude dans la voix. Non ! Allez sur Google, vous verrez, elles sont grosses comme des assiettes, des grandes assiettes, pas des petites soucoupes. Et les serpents, vous en avez vus ? »

« Je ne sais pas, lui ai-je répondu, je n'ai aperçu que des souris. »

Dans ce camp planté à l'autre bout du monde, la culture occidentale est omniprésente. Au supermarché PX, les étalages débordent de nourriture, de médicaments, de bière sans alcool, de cigarettes, de DVD, de casques de vélo, de sous-vêtements et même de strings.

Dans la section des revues, les *Time* et *Newsweek* ne font pas le poids. Les étagères croulent sous les revues d'auto et de filles pratiquement nues, jambes écartées, seins siliconés. Rien en français, pas un livre, pas l'ombre d'une revue.

Tout se transige en dollars américains. C'est la seule monnaie utilisée sur la base. Au supermarché, j'ai acheté un peigne à 60 cents. J'avais égaré le mien au fond de mes bagages. J'ai tendu un billet de 100 $ en m'excusant. Le caissier m'a répondu avec un accent traînant du sud des États-Unis : « No problem, maaam. »

Il y a aussi le fameux Tim Hortons, immensément populaire. Une vingtaine d'employés épuisés, payés entre 4 et 5 $ l'heure, se relaient de 6 h à 21 h. Une longue file d'attente s'étire sous le soleil.

« Les Américains raffolent des beignes, explique la gérante, Heather Wilson. Les Britanniques et les Néerlandais adorent les cappuccinos. Les Canadiens, eux, aiment le café. »

Tim Hortons n'est pas le seul à avoir flairé la bonne affaire. Burger King, Pizza Hut et Subway s'arrachent les soldats. Il y a même un comptoir de nourriture coréenne. Il faut attendre 20 bonnes minutes avant de mettre la main sur un hamburger.

Ça change de l'ordinaire de la cafétéria. La nourriture arrive par conteneurs, directement des États-Unis et d'Europe. Rien n'est acheté en Afghanistan. Au menu : de la nourriture panée, grasse, et des légumes trop cuits. Poulet, steak, spaghettis, hamburgers.

Les sacs sont interdits à la cafétéria. Question de sécurité, pré-

CSX 2007

Moteur i-VTEC^MD de 2,0 litres, 155 chevaux, Boîte manuelle 5 vitesses, Chaîne sonore AM/FM/CD de 160 watts avec 6 haut-parleurs et compatibilité avec les fichiers MP3 et WMA, entrée auxiliaire de lecteur MP3, Toit ouvrant électrique inclinable, Roues en alliage d'aluminium de 16 po.

PAIEMENT EN LOCATION SUR 48 MOIS :
308$* / MOIS
2 998 $ DE COMPTANT

Visitez acura.ca dès aujourd'hui.

ACURA
DEVANT.

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514-696-7777

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450-435-4455

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514-340-1344

ACURA METROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514-354-8811

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450-682-4050

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450-659-1616

3458596A

*Offre d'une durée limitée applicable à la location d'une nouvelle Acura CSX 2007 (modèle FD5557J) par le biais de Honda Canada Finance Inc. sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 308 $ moyennant un versement initial de 2 998 $ ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente pour la CSX. Les frais d'inscription au RDPRM, incluant les droits du registre, les frais de transport et d'inspection prélivraison de 1 280 $, le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0 $ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les taxes, frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement, ainsi que les droits sur pneus neufs sont en sus. Allocation de 96 000 kilomètres ; frais de 0,12 $/km excédentaire. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Une commande/un échange de la part du concessionnaire pourrait être nécessaire. Obtenez tous les détails auprès de votre concessionnaire Acura.

PHOTO FORCES ARMÉES CANADIENNES

Le caporal Randy Payne en patrouille dans la province de Kandahar. Environ 2500 Canadiens sont actuellement en Afghanistan, presque tous en poste dans cette province du sud du pays.

SOMMAIRE

Amusez-vous !	ARTS **6**
Astrologie du jour	ACTUEL **5**
Décès	ACTUEL **5 et 6**
Forum	A **15**
Horaire télévision	ARTS **4**
Loteries	A **8 et** SPORTS **8**
Monde	A **16**
Petites annonces	ACTUEL **4 et** AFFAIRES **4**
Sudoku	AFFAIRES **4**

Météo

Passages nuageux, vents de l'ouest, maximum -**18**, minimum -**20**. SPORTS **10**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

L'AFGHANISTAN CINQ ANS PLUS TARD

PHOTO LES PERREAUX, PRESSE CANADIENNE

quatre soldats canadiens sont transportés vers un avion Hercules pour être rapatriés, le 20 septembre dernier.

Kandahar Airfield

cise une porte-parole de l'armée, la lieutenant Sue Stefko. Les soldats trimballent leur fusil sur leur épaule tout en tenant leur assiette en carton et leurs ustensiles en plastique dans leurs mains.

La sécurité

L'armée ne badine pas avec la sécurité. La plupart des soldats sortent rarement du camp. La route est dangereuse. La police afghane fouille certains véhicules dans les nombreux points de passage érigés le long des 19 km qui séparent la ville de la base. Ils cherchent des explosifs.

Les soldats de neuf pays vivent sur ce tas de cailloux protégé par des barbelés, qu'on appelle le Kandahar Airfield.

Les autos filent à toute allure, frôlant les vélos poussifs surchargés de sacs de riz. Des chameaux tentent de se frayer un chemin au milieu de cette circulation échevelée. C'est sur cette route un peu folle que des attentats suicide ont été perpétrés contre des convois canadiens.

Les soldats ne se promènent pas en ville, encore moins au bazar. Mais le bazar vient à eux. Chaque samedi, environ 250 Afghans débarquent avec leur barda qu'ils étalent dans un enclos grillagé. Mais avant de franchir les barrières du camp, ils doivent passer à travers un système blindé de surveillance.

« Six Afghans traduisent les demandes déposées par les marchands, explique le responsable de la sécurité, Mark Repp. On vérifie s'ils sont fichés par la police. On organise ensuite des entrevues, on prend leurs empreintes digitales et on vérifie de nouveau s'ils ont un casier. Toute la marchandise est reniflée par des chiens, et les Afghans sont fouillés. »

Le contraste est frappant entre les soldats en treillis, fusil en bandoulière, les poches remplies de dollars américains, et les Afghans aux shalwar kameez usés qui acceptent docilement de se faire fouiller et d'abandonner temporairement couteaux, cellulaires, briquets.

Pour la plupart des soldats, c'est le seul contact qu'ils auront avec la population afghane.

PHOTO JOHN COTTER, PRESSE CANADIENNE

Pour les soldats qui ont le mal du pays, la base dispose d'un Burger King, d'un Pizza Hut, d'un Subway... Sur cette photo, des soldats canadiens passent leur commande au Tim Hortons.

LA BASE MILITAIRE EN CHIFFRES

> Nombre de personnes vivant sur la base : **10 000**

> Nombre de Canadiens : **2500**

> **7 %** des soldats canadiens sont des femmes

> **180** civils travaillent pour les Canadiens

> Entre **1200** et **1400** Afghans accomplissent du travail de soutien dans le camp

> La base a une circonférence de **13 km**

> **Neuf pays** sont présents : Canada, États-Unis, Pays-Bas, Grande-Bretagne, Allemagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Norvège et Roumanie. Le camp est sous l'autorité des Américains.

« J'ai vu les balles, ça sifflait en sacrifice ! »

MICHÈLE OUIMET

KANDAHAR — Ça faisait trois jours à peine que Carl Dionne était arrivé en Afghanistan lorsque la semi-remorque qu'il conduisait a été attaquée par un tir ami.

« Les Britanniques pensaient que c'était un convoi afghan. Avant de tirer, ils ont lancé un coup de semonce, un feu de détresse rouge dans les airs. J'ai entendu la radio cracher : "Stand by, c'est peut-être une embuscade". Les Brits ont tiré, j'ai vu les balles, ça sifflait en sacrifice ! »

Son camion était blindé. Carl Dionne s'en est donc sorti sans une égratignure. « C'était mon baptême, un signal d'alarme qui me disait : garde les yeux ouverts. Je me suis dit : bienvenue en Afghanistan, mon gars ! »

C'était à la mi-novembre. Son départ du Canada a été déchirant. Sa petite fille de 5 ans s'est jetée dans ses bras en lui disant : « Papa, ne meurs pas. Tu vas revenir, hein ? »

« Les Britanniques pensaient que c'était un convoi afghan. Avant de tirer, ils ont lancé un coup de semonce, un feu de détresse rouge dans les airs. »

Le reste de son séjour a été plus tranquille même s'il passe une bonne partie de son temps sur la route, à l'extérieur de la base. Il quitte Kandahar le 6 mars.

Sylvette Paulin est technicienne des mouvements. Elle s'occupe de tout ce qui entre au camp et en sort : les camions, les conteneurs, le matériel. Tout. Elle ne sort jamais. Ou presque. Elle est ici depuis le 20 août. Elle retourne au Canada dans une quinzaine de jours.

Elle aussi aime bien la vie de soldat, même si la promiscuité lui pèse. « C'est difficile de vivre pendant six mois dans une tente avec du monde que tu ne connais pas, confie-t-elle. Et c'est dur de partir dans un pays en guerre. »

Elle a trois enfants, 5, 8 et 12 ans. Son plus vieux l'a boudée pendant un mois et demi. Il avait peur pour elle. Elle est célibataire. Pendant son absence, sa mère s'occupe de sa fille de 5 ans et de son fils de 12 ans, à Allardville, au Nouveau-Brunswick. Celui de 8 ans est gravement handicapé. Il est incapable de marcher, il porte une couche et mange de la purée. Un travailleur social s'en occupe à temps plein à Petawawa.

Lorsque Sylvette Paulin a le mal du pays, elle s'arrête au Tim Hortons ou chez Pizza Hut. « C'est comme un coin de chez nous », dit-elle.

Un convoi canadien attaqué

KANDAHAR — Un attentat suicide à la voiture piégée a visé hier un convoi militaire canadien dans le sud de l'Afghanistan, mais sans faire d'autre victime que le kamikaze, a-t-on appris de la force de l'OTAN et de la police.

L'attaque suicide s'est produite sur une route à l'est de de Kandahar.

« Les troupes canadiennes étaient visées », a précisé Sue Stefko, porte-parole des troupes canadiennes.

Berceau des talibans, au pouvoir de 1996 à 2001, la province de Kandahar est fréquemment le théâtre d'attaques ou d'attentats suicide visant les autorités afghanes ou les soldats de l'OTAN.

L'année 2006 a été la plus sanglante dans ce pays, avec quelque 4000 morts, depuis la chute du régime des talibans. - AFP

Le truc, c'est d'éviter les ronfleurs

MICHÈLE OUIMET

On m'avait avertie, il fait froid, très froid à Kandahar. J'ai donc entassé des chaussettes chaudes dans le fond de ma valise, un gros polar, un sac de couchage nordique, des mitaines matelassées, une tuque, un épais foulard de laine. Et des bottes d'hiver à toute épreuve.

J'étais prête à affronter le terrible hiver afghan. Soixante-dix livres de bagage, avec la veste pare-balles, le casque, l'ordinateur. Et j'en pèse à peine 110. La totale, quoi.

Quand je suis descendue de l'avion à l'aéroport de Kandahar avec ma valise à roulettes, mes deux sacs à dos, mon sac en bandoulière et mes grosses bottes d'hiver, j'ai fondu. Il faisait un soleil magnifique, un vent chaud balayait le tarmac et la température oscillait entre 15 et 20 degrés. Au-dessus de zéro.

L'hiver est court à Kandahar. Le thermomètre plonge au-dessous de zéro en décembre et janvier et il fait froid à pierre fendre la nuit, mais dès février, le temps se réchauffe.

Tout le monde couche sous la tente : les soldats, les civils et les journalistes. Les testes sont cordées serré le long d'allées recouvertes de cailloux. Huit personnes par tente, hommes et femmes confondus. Chaque personne a un minuscule espace d'environ 10 pieds sur six avec, pour seul meuble, un lit de camp. Le truc, c'est d'éviter les ronfleurs.

LE CANADA EN AFGHANISTAN

« L'échec n'était pas une option »

Il y a cinq ans, le Canada envoyait 750 militaires se battre en Afghanistan au nom de la guerre au terrorisme. Dans le second volet de notre série, nous donnons la parole au premier commandant canadien en fonction à Kandahar et nous interrogeons des experts sur l'avenir de cette mission.

PHOTO DAVID GUTTENFELDER, AP

Un soldat canadien assure la surveillance d'une route mise en chantier par des ingénieurs canadiens, dans la province de Kandahar, en Afghanistan.

ANDRÉ DUCHESNE

Lorsque le lieutenant-colonel canadien Pat Stogran est arrivé à Kandahar, en janvier 2002, il a eu l'impression de débarquer dans un film sur la Deuxième Guerre mondiale.

Au cours de toute sa carrière dans les Forces armées canadiennes, dont une affectation d'un an en Bosnie, jamais il n'avait vu région plus ravagée que le Sud afghan.

Peu importe où il portait son regard, tout n'était que destruction.

L'aéroport de Kandahar était encore jonché des carcasses rouillées d'avions abandonnés par les Soviétiques en 1989, à la suite de leur humiliante défaite face aux moudjahidine. La population locale était mal en point. Il n'y avait pas d'électricité. Mis à part les équipements installés par les soldats américains, les infrastructures étaient inutilisables.

« Nous devions creuser des tranchées autour pour les protéger », dit le militaire, qui se rappelle aussi le froid mordant des nuits d'hiver dans le désert.

En somme, ce n'était pas le travail qui allait manquer au cours des six mois à venir pour le lieutenant-colonel Stogran et ses hommes.

À titre de commandant de la force d'intervention rapide du Canada, c'est lui qui était à la tête du contingent de 750 soldats de l'armée de terre que le Canada avait envoyés en Afghanistan pour combattre les talibans.

Chassés du pouvoir quelques semaines plus tôt, ces derniers étaient retranchés dans la région de Kandahar. Là-bas, les troupes canadiennes rejoignaient les soldats américains et avaient pour mission de détruire les dernières poches de résistance. Une mission non seulement dangereuse mais unique depuis la guerre de Corée.

« Nous savions que nous étions en train de faire l'histoire, indique M. Stogran, qui a maintenant le grade de colonel et travaille comme vice-président du Centre Pearson pour la paix. C'était la première fois depuis la Corée que nous avions à combattre un ennemi clairement identifié. Nous agissions selon les lois des conflits armés et non les règles d'engagement des missions de paix. »

« Nous savions que nous faisions l'histoire, indique le lieutenant-colonel Pat Stogran. C'était la première fois depuis la Corée que nous avions à combattre un ennemi clairement identifié. »

Un défi particulier

Sous sa gouverne se trouvaient les membres du 3e Bataillon du Régiment d'infanterie légère Princess Patricia d'Edmonton, augmenté de militaires provenant d'autres unités. Les premiers soldats canadiens sont arrivés à Kandahar le 3 février 2002. Le lieutenant-colonel Stogran les avait précédés de quelques semaines afin de préparer le terrain.

Il a eu son lot de difficultés à surmonter. Entre autres, il lui fallait convaincre ses hommes de l'importance de cette mission. À l'époque, la rumeur voulait que les Canadiens reçoivent une nouvelle affectation au Kosovo, où ils avaient servi en 1999. Aller en Afghanistan était tout un changement de programme !

« Nous faisions face à un défi particulier, poursuit le colonel. Chaque soldat de l'unité avait une énorme responsabilité sur le dos. Nous devions servir avec fierté et nous assurer que nous nous conduirions de façon professionnelle. C'était une mission où nous ne pouvions faillir à la tâche, car notre présence donnait le ton pour une longue période. »

Des militaires se sont même chargés de lui rafraîchir la mémoire durant leur séjour, lui disant combien il était important d'agir avec rigueur et de ne pas retomber dans le cauchemar de la Somalie. Organisée à la hâte, la mission canadienne amorcée en décembre 1992 dans ce pays d'Afrique avait tourné au drame à la suite de sévices perpétrés contre la population et de la mort d'un adolescent. Le rapport de la commission d'enquête sur ces événements s'est conclu par un blâme sévère sur l'organisation de l'armée et son état-major.

En Afghanistan, ce fut tout le contraire, croit le colonel Stogran, visiblement fier de ses troupes. Les Canadiens ont su rapidement bâtir des liens avec la population locale, dit-il. Mieux encore, lorsqu'ils ont éprouvé des difficultés à aider la population dans ses efforts de reconstruction, ils ont innové.

« Nos gars voulaient aider les gens. Ils trouvaient frustrant de ne pouvoir le faire aussi vite que souhaité. Ils ont recueilli 10 000 $ pour la construction d'écoles dans sept villages. Ils ont écrit aux gens de leurs communautés afin qu'ils collectent des effets scolaires. Nous avons aussi obtenu 25 000 $ de l'Association des gens d'affaires canadiens de Dubaï, avec lesquels nous avons pu construire une demi-douzaine de puits. »

Le 18 avril 2002

C'était encore le lieutenant-colonel Stogran qui commandait les troupes lorsque quatre de ses hommes sont morts, le 18 avril, tués par une bombe de 225 kg larguée par un chasseur F-16 américain. Au-delà des pensées pour la famille de ces quatre victimes, il s'est inquiété de l'effet de ce tir fratricide sur les relations entre Américains et Canadiens. Surtout qu'ils se côtoyaient tous les jours dans le camp de l'aérodrome de Kandahar.

« Lorsqu'on est déployé dans de telles opérations, on s'attend à des pertes. Mais un tir ami, ça fait mal. Au lieu de nous éloigner, l'événement nous a rapprochés. Nous avons pleuré ces morts ensemble. Même la population locale nous a témoigné sa sympathie. »

Mis à part le fait d'avoir des enfants, cette mission afghane fut ce qu'il qualifie de plus grande expérience de sa vie. « Comme je suis arrivé avant mes hommes, j'y suis resté sept mois. Mais j'y serais resté un an. Je savais que c'était la dernière fois que je commanderais un tel groupe. »

Et maintenant, que faire ?

L'Afghanistan, prochain Irak ? C'est ce que craignent certains experts à la suite des ratés de la communauté internationale dans ce pays l'an dernier et des progrès des talibans. *La Presse* a consulté trois spécialistes de la question.

Réclamons plus de troupes

Marc-André Boivin
Coordonnateur du réseau francophone de recherche sur les opérations de paix à l'Université de Montréal.

L'effort international en Afghanistan manque de substance et de cohérence, affirme-t-il. « Il manque de militaires sur le terrain et il en manque surtout dans les secteurs les plus touchés par l'insurrection armée qui a repris en 2006. » Les effectifs sont bien maigres si on les compare à la Bosnie en 2005. À l'époque, on avait expédié 60 000 soldats lourdement armés. En Afghanistan, il y a actuellement environ 30 000 soldats de l'OTAN en plus de quelque 10 000 sous commandement américain. « Pour un pays plusieurs fois plus grand que la Bosnie, ça donne bien peu de soldats au kilomètre carré », déplore l'expert. Les alliés du Canada refusent toutefois, jusqu'ici, de fournir plus de troupes. M. Boivin, qui était en Afghanistan l'automne dernier, critique aussi le manque de cohérence dont souffre la mission internationale. « Au sein même de l'OTAN, d'un pays à l'autre, il y a des approches très différentes. Les soldats allemands, par exemple, ont des restrictions sévères pour tout ce qui touche le travail humanitaire. Ils ne veulent pas de mélange des genres », explique-t-il. Quant aux troupes américaines, elles mettent trop l'accent sur la lutte contre le terrorisme et pas assez sur la stabilisation de l'Afghanistan. « Une stratégie à beaucoup plus court terme, qui porte en elle-même son propre échec. »

Laissons les Afghans cultiver le pavot

Lauryn Oates
Vice-présidente, Femmes canadiennes pour les femmes en Afghanistan

« La première chose que je ferais, c'est de réglementer l'industrie du pavot », dit-elle. Une industrie florissante qui joue actuellement, selon elle, un rôle majeur dans l'aggravation du conflit. « Les talibans en profitent parce qu'ils détiennent certains des champs où le pavot pousse. Ils le vendent sur le marché noir et on en fait de l'héroïne. Avec ce revenu, ils peuvent acheter des armes et payer leurs soldats », explique celle qui a séjourné quatre fois en Afghanistan depuis 2003. Cet argent permet aux talibans de payer leurs miliciens 12 $US par jour alors qu'un Afghan dans l'armée nationale ne gagnera que 70 $US par mois. Mme Oates estime qu'il devrait y avoir un acheteur unique, contrôlé par les autorités, qui vendrait le pavot à des compagnies pharmaceutiques pour qu'elles en fassent de la morphine et d'autres médicaments contre la douleur. C'est ce qui se fait en Turquie, dit-elle. « Car les fermiers ne peuvent pas arrêter d'en cultiver. Ils ne peuvent pas simplement se mettre à vendre du blé, parce qu'ils ne feront pas autant d'argent. » Plus neutre que les États-Unis ou la Grande-Bretagne dans ce dossier controversé, le Canada serait bien placé, croit l'experte, pour proposer et mettre en œuvre une telle solution de rechange.

Cessons d'isoler nos soldats

Scott Taylor
Éditeur du magazine militaire canadien *Esprit de Corps*

Les militaires canadiens retranchés dans leur base de Kandahar, dans le sud du pays, luttent contre l'ennui de bon nombre de façons. « Ils ont une patinoire, un Pizza Hut, un Burger King et plus de DVD que ce que vous pouvez imaginer », résume celui qui y a séjourné la semaine dernière. Il estime que c'est loin d'être la bonne façon de meubler le temps libre des soldats. Ils devraient plutôt, selon lui, en profiter pour découvrir la culture et la langue des populations locales. « Formez des personnes qui peuvent avoir une conversation rudimentaire, en ville, avec les Afghans. Les connaître. Vous allez obtenir des amitiés et ce qu'on appelle du renseignement humain. Un gars vous dira un jour : Vous savez quoi ? Un taliban est venu dans mon village. Pouvez-vous m'aider ? » Actuellement, la plupart des soldats n'ont aucun contact avec les Afghans. Ne devait-il pas y avoir une stratégie pour gagner les cœurs et les esprits dans ce pays ? « On est bien loin de ça, dit M. Taylor. Il n'y a pas de tentative de tisser des liens. De s'organiser pour qu'ils nous comprennent, et vice-versa. Ce que les Afghans voient, c'est Robocop avec son casque et ses lunettes de soleil, qui conduit d'énormes véhicules blindés. Et je pense que, en raison de la peur et de l'ignorance, nos troupes s'imaginent que les Afghans sont tous des talibans qui vont se faire sauter. »

Propos recueillis par Alexandre Sirois

YVES BOISVERT

Le délit d'opinion du Doc Mailloux

C'est une décision politique qu'a rendue le comité de discipline des médecins contre Pierre Mailloux, il y a 10 jours. Le dossier présenté par le syndic ne justifie pas une radiation provisoire, une mesure hautement exceptionnelle appliquée aux pires des cas.

Entendons-nous bien : le Doc Mailloux a peut-être commis les fautes professionnelles qu'on lui reproche. Mais il faut comprendre qu'on est ici à un stade préliminaire, où l'on ne décide pas de la culpabilité du médecin. Il s'agit d'une mesure d'urgence, appliquée aux cas les plus évidents, pour sortir un professionnel de l'arène.

Exemple? Un médecin accusé d'agressions sexuelles à répétition. Exemple? Un médecin souffrant d'une incapacité mentale évidente. Exemple? Un médecin qui prescrit des narcotiques à des toxicomanes. Exemple? Un total incompétent qui prescrit n'importe quoi et tout croche.

Il est frappant que, dans sa décision du 23 janvier, le comité de discipline ne compare le cas de Mailloux à aucun autre de ces cas de radiation provisoire pour tenter de nous convaincre que la santé et la sécurité du public nécessitaient une telle mesure d'urgence.

La raison est simple : son cas ne se compare nullement aux exemples que je viens de citer.

Pierre Mailloux est un peu « flyé » dans les encoignures, marginal dans sa pratique, excessif dans ses propos radiophoniques, insupportable aux yeux de plusieurs, même. Mais ce n'est pas un incompétent.

Que lui reprochait-on? D'avoir prescrit des doses massives et excessives d'antipsychotiques à quatre patients. Les experts nous disent que, avec ce qu'on sait de ces médicaments de nos jours, il est inadmissible et dangereux de prescrire de telles doses. Un de ces patients avait des effets secondaires importants et un autre a été mal diagnostiqué, nous dit-on.

À première vue, c'est sérieux. C'est peut-être fautif. Mais sachons ceci : d'abord, Mailloux traite des cas extrêmement lourds, que lui envoient avec plaisir certains collègues; il a peut-être tort de prescrire ainsi, mais il le fait pour une raison, pas par hasard; deuxièmement, ni les patients ni les familles ou les responsables de ces patients ni d'aucun autre n'ont jamais porté plainte; ce n'est jamais arrivé en 27 ans de pratique; troisièmement, le directeur de l'hôpital de Trois-Rivières s'est porté à la défense du psy.

Peut-être, une fois le débat de fond terminé, pourra-t-on conclure que Mailloux est fautif. Mais quand le directeur de l'hôpital vient réitérer sa confiance dans son psychiatre, il est difficile de conclure à un cas lourd et urgent.

Cet immodéré impénitent est-il un danger public extrême au point de devoir le radier sans autre forme de procès? Clairement, non.

Le vrai motif de cette radiation est dans les autres plaintes : le délit d'opinion de Mailloux dans ses propos radiophoniques à CKAC. Eh oui, il traite de « truie » la grand-mère d'une auditrice. Eh oui, sans aucune preuve, il accuse les parents de tel autre. Il parle abondamment de bandaison, il en a contre les « Germaine », contre la « féminisation » de sa profession et du Québec tout entier.

– Parlez-nous de votre mère, docteur...

Et depuis toujours, il renvoie du psychiatre et de la psychiatrie une image détestable aux yeux de son milieu. Ça rend bien de ces gens malades, et on les comprend. Mais cet immodéré impénitent est-il un danger public extrême au point de devoir le radier sans autre forme de procès? Clairement, non. D'autant plus que la preuve d'un préjudice est inexistante. Ces quatre patients n'ont pas été examinés par les experts du syndic.

C'est pourquoi, d'ailleurs, vu que le délit radiophonique ne suffisait pas, on s'est mis en chasse contre lui. On a fini par l'attraper avec cette histoire de prescription. On a mélangé tout ça et on s'est dit : cette fois, on le tient!

Encore une fois, il se peut qu'il soit fautif. Je dis simplement ceci : ce n'est pas vrai qu'il est le psychiatre le plus dangereux au Québec. Mais les incompétents silencieux, ceux qui pratiquent mal sans dire de gros mots à la radio, il en faut épais pour les coincer, pas mal plus épais!

C'est en tout cas ce que nous apprend la jurisprudence du comité de discipline des médecins.

Évidemment, Mailloux a couru après. « Conseillé » par deux avocats, il se défend lui-même, ce qui n'est pas plus brillant que d'être son propre psychiatre, vu la gravité des conséquences. Est-ce par avarice ou par sentiment de supériorité?

Tout aussi évidemment, il est trop content de laisser le Collège des médecins le transformer en victime de la liberté d'expression. Pas question pour Narcisse de faire des compromis, de s'amender ou de modérer ses transports. Après tout, comme il dit, ce n'est pour lui qu'une affaire de 18 000 $ par année. Il ne pratique qu'à raison de deux demi-journées par semaine.

– Cout' donc, c't'une pratique de femme, pour ne pas dire de fifi, ça, Doc, hum?

S'il avait d'abord à cœur l'intérêt des 320 patients qu'il traite, peut-être se serait-il arrangé pour éviter cette radiation provisoire. Il le pouvait sans effort démesuré et en restant lui-même.

Mais ça n'excuse pas le comité de discipline d'avoir rendu cette décision mal motivée et prématurée qui flaire le règlement de comptes.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : yves.boisvert@lapresse.ca

MONTRÉAL ET LAVAL

Vingt-cinq garderies en grève

ARIANE LACOURSIÈRE

À moins d'un revirement de dernière minute, 25 garderies de Montréal et de Laval seront fermées aujourd'hui. Les éducatrices de ces établissements membres de l'Association patronale des centres de la petite enfance seront en grève, forçant du coup les parents de 1500 enfants à prendre congé.

Odile Dinatale, mère d'une fillette qui fréquente le CPE Duluth, a dû convaincre son mari de s'absenter du travail. « Puisque j'avais pris congé lors de la dernière grève, c'était maintenant au tour de mon mari. Je comprends les revendications des éducatrices. Mais mon employeur, lui, ne le voit pas de la même façon. Chaque fois que je m'absente, ça paraît sur mon évaluation de fin d'année », déplore-t-elle.

Éducateur depuis huit ans, Sacha Dufault comprend les frustrations des parents. « On sait que notre grève est dérangeante, mais elle a un but louable et la majorité des parents nous appuient », dit-il.

La convention collective des éducatrices des garderies de l'APCPE est échue depuis novembre 2003. « Les négociations butent sur deux aspects. Le plus important est que l'on ne veut pas que les employeurs introduisent le titre d'aide-éducatrice. Ces personnes seraient embauchées pour s'occuper des enfants pendant les moments de transition, comme la sieste et le dîner. On tente depuis plusieurs années de valoriser le travail d'éducatrice. Accepter cela représenterait un recul important », croit la présidente du syndicat des éducatrices, Véronique Lapierre.

Les éducatrices s'opposent à la création de postes d'aides-éducatrices.

Éducatrice au CPE La Sourithèque, Rachel Bolduc ne souhaite pas travailler avec des aides-éducatrices. « Les moments de transition représentent environ 70 % de nos journées. Nous remplacer dans ces périodes reviendrait à nous transformer en employées à temps partiel. C'est inquiétant. »

Même si l'APCPE assure que les aides-éducatrices ne feraient que des remplacements, Mme Bolduc doute de cette affirmation et craint pour son emploi.

Mardi dernier, les membres du syndicat des travailleuses des CPE de Montréal et de Laval ont adopté à l'unanimité un mandat de grève de cinq jours. « Les dates des autres journées de grève ne sont pas encore connues. Je sais que cela viendra bouleverser mon horaire de travail. Mais vous savez, j'appuie malgré tout les revendications des éducatrices et c'est pourquoi je ne me plaindrai pas! » dit Claudine Sauvadet, mère de deux enfants inscrits dans des garderies de l'APCPE. Aujourd'hui, Mme Sauvadet a prévu s'absenter de son travail. Et que fera-t-elle la prochaine fois? « Ouf! On verra! »

En tant que Québécois, vous profitez de notre engagement continu à développer de nouveaux médicaments et vaccins. Certes, cet engagement est bénéfique pour la santé de toute la population, mais connaissez-vous les autres bienfaits de notre travail?

grâce à R&D Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada

- 50 000 emplois directs et indirects pour les Québécois et Québécoises[1]
- 450 millions de dollars investis annuellement ici pour la recherche et le développement de nouveaux médicaments[2]
- Près de 2 milliards de dollars investis annuellement dans l'économie du Québec[3]

Pour en savoir davantage sur les bienfaits de nos activités au Québec, visitez notre site à l'adresse **www.canadapharma.org**.

50 000 emplois créés au Québec.

R&D

1. Référence : PricewaterhouseCoopers. Les entreprises de Rx&D : Pour une économie canadienne plus saine et plus forte, 2005.
2. Référence : CEPMB Rapport annuel. Palmer & D'Angelo Consulting Inc.
3. Référence : Rapport annuel du CEPMB et Statistique Canada, Valeur totale ajoutée par employé (Fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments).

3457059

ACTUALITÉS

ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES

Une information à bonifier, dit la ministre

ANDRÉ DUCHESNE

L'intensité du débat sur les questions d'intégration et d'accommodements raisonnables est telle que le ministère québécois de l'Immigration et des Communautés culturelles entend bonifier l'information qu'il transmet aux immigrés et aux candidats à l'immigration.

« Aux immigrants, je crois sincèrement qu'on devrait revoir soit l'information qu'on leur donne, soit le contenu de nos sessions, pour les améliorer et ajouter de l'information », indique la ministre Lise Thériault lors d'une entrevue accordée à *La Presse*.

Mais attention, ajoute-t-elle, il ne faut pas s'adresser seulement aux immigrants. Une information revue et améliorée doit aussi être diffusée autant aux Québécois de souche qu'aux communautés culturelles ancrées depuis longtemps dans la société québécoise.

Mme Thériault estime que l'adoption d'une politique québécoise de lutte contre le racisme et la discrimination pourra justement servir de tremplin pour une meilleure diffusion de l'information sur les questions d'intégration et d'accommodements. Cette politique, qui est en chantier depuis un an, devrait être adoptée au printemps 2007. Il reste cependant à voir si les cartes ne seront pas brouillées par un soudain appel aux urnes.

« Aux immigrants, je crois sincèrement qu'on devrait revoir soit l'information qu'on leur donne, soit le contenu de nos sessions, pour les améliorer », indique la ministre Lise Thériault

Peu d'information

À l'heure actuelle, reconnaît Mme Thériault, le Ministère transmet peu ou pas du tout d'information sur la question des accommodements raisonnables aux candidats à l'immigration ou aux immigrés de fraîche date.

Par exemple, lorsqu'ils s'installent ici, les immigrés reçoivent un guide intitulé *Apprendre le Québec* dans lequel on aborde toutes sortes de questions. Dans le chapitre traitant des valeurs de la société québécoise (quatre pages sur 132), on explique que l'État est laïque, que tous doivent respecter les lois « même si celles-ci s'avèrent incompatibles avec leur religion ou leurs valeurs personnelles » et que tous les habitants sont égaux peu importe la couleur, la religion, l'origine ethnique, etc.

Le mot « accommodement » se trouve une fois dans le document, dans le paragraphe suivant : « Le Québec est une société où l'accommodement, le compromis et la recherche de consensus sont privilégiés. L'ouverture à la diversité, la tolérance et le respect sont aussi des valeurs très importantes entre les personnes. »

Le Ministère, qui possède plusieurs bureaux à l'étranger, donne aussi des séances d'information aux gens intéressés à s'installer au Québec. Au cours de ces rencontres, on évoque les chartes québécoise et canadienne sur les droits et libertés ainsi que la question des accommodements, mais sans aller beaucoup plus loin.

« La notion d'accommodement raisonnable n'est pas expliquée », reconnaît la ministre. Mais elle ajoute tout de suite que le Ministère ne pourrait utiliser les exemples récents parce qu'il ne s'agissait pas d'« accommodements raisonnables » au sens propre.

« La vraie notion de l'accommodement est une notion juridique, dit-elle. Un accommodement raisonnable est recherché quand nos droits, qui sont protégés par la charte, sont mis en péril ou qu'on n'est pas égal à une autre personne parce que nos droits sont mis en péril. »

L'histoire des vitres givrées du YMCA n'est pas un cas d'accommodement raisonnable, mais une entente de bon voisinage où le conseil d'administration d'un organisme a pris librement une décision pour ne pas heurter ses voisins. « Moi, j'ai un sapin de Noël dans mon ministère et il n'y a personne pour me le faire enlever », dit la ministre.

Elle ajoute enfin qu'il est clair que les immigrés qui demandent des accommodements sont une minorité. Au contraire, dit-elle, la majorité d'entre eux sont attirés par le Québec en raison de ses valeurs égalitaires. « En général, les gens choisissent le Québec pour nos valeurs d'égalité hommes-femmes, les notions de justice sociale et de paix, et pour l'avenir meilleur que leurs enfants peuvent vivre ici. Beaucoup d'entre eux quittent leur pays parce qu'ils ne peuvent pas s'épanouir. »

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE ©

La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Lise Thériault, reconnaît que le Ministère transmet peu ou pas du tout d'information sur la question des accommodements raisonnables aux candidats à l'immigration.

Les religions au Canada et au Québec

	CANADA	%	QUÉBEC	%
Population totale	**29 639 035**	**100 %**	**7 125 580**	**100 %**
Catholiques	12 936 905	43,6 %	5 939 715	83,4 %
Protestants	8 654 850	29,2 %	335 590	4,7 %
Orthodoxes chrétiens	479 620	1,6 %	100 375	1,4 %
Chrétiens (autres)	780 450	2,6 %	56 750	0,7 %
Musulmans	579 640	2 %	108 620	1,5 %
Juifs	329 995	1,1 %	89 915	1,3 %
Bouddhistes	300 345	1 %	41 380	0,6 %
Hindous	297 200	1 %	24 525	0,3 %
Sikhs	278 410	0,9 %	8 225	0,1 %
Autres religions ou sans appartenance	5 001 615	16,9 %	420 485	5,9 %

Source : Statistique Canada/Recensement de 2001

La tranquillité d'esprit

IMPREZA Équipement de série

- Moteur SUBARU BOXER de 2,5 L à quatre cylindres opposés horizontalement
- 173 ch, couple de 166 lb-pi
- Transmission manuelle à 5 rapports (5MT) ou transmission automatique à contrôle électronique direct à 4 rapports (4EAT) en option
- Roues de 16 po avec jantes en alliage d'aluminium
- Chaîne audio AM/FM/lecteur CD, 4 haut-parleurs
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Freins ABS avec distribution électronique de la force de freinage (EBD)
- **Et beaucoup plus**

IMPREZA BERLINE
En location à partir de
259 $ * taxes en sus
Taux de location 3,8 % /48 mois

IMPREZA SPORT FAMILIALE
En location à partir de
269 $ ** taxes en sus
Taux de location 3,8 % /48 mois

FORESTER

Meilleur choix en sécurité pour les essais de collision frontale, d'impact latéral et de collision arrière selon le *Insurance Institute for Highway Safety* (www.iihs.org).

INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY

En location à partir de
319 $ *** taxes en sus
Taux de location 3,8 % /48 mois

Collez à la route avec le légendaire système à traction intégrale symétrique à prise constante de Subaru.

JOHN SCOTTI SUBARU SAINT-LEONARD
SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE DES-MONTS
CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY
CARREFOUR SUBARU AUTO SAINTE-ROSE, LAVAL
SUBARU RIVE-SUD GREENFIELD PARK
SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE
SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY
SUBARU DES SOURCES DOLLARD DES ORMEAUX
LACHUTE SUBARU BROWNSBURG
SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES
SUBARU AUTO CENTRE MONTREAL
SUBARU SAINT-JÉRÔME SAINT-JERÔME
JOLIETTE SUBARU JOLIETTE

3460171A

Traction intégrale SUBARU

www.subaru.ca

* Pour le modèle Impreza 2.5i berline 2007 5 vitesses (7F1RS) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 3 678,00 $ (taxes incluses) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 051,75 $ (taxes incluses). Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 Km par année, 15 ¢ du Km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC.** Pour le modèle Impreza 2.5i sport familiale 2007 5 vitesses (7G1RS) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 3 744,50 $ (taxes incluses) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 129,65 $ (taxes incluses). Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 Km par année, 15 ¢ du Km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. ***Pour le modèle Forester 2.5X 2007 5 vitesses (7J1X0): paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 3 813,00 $ (taxes incluses) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 255,12 $, taxes incluses. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 Km par année, 15 ¢ du Km excédentaire. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC.Photos à titre indicatif seulement. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Offres valables jusqu'au 28 février 2007.

ENTRETIEN AVEC L'ÉCRIVAIN NEIL BISSOONDATH

Le multiculturalisme en crise

LAURA-JULIE PERREAULT

Au bout du fil, la relationniste de presse de la maison d'édition de Neil Bissoondath s'excuse par anticipation. « Je peux lui demander s'il veut vous accorder une entrevue, mais il ne veut plus parler de multiculturalisme. Il en a assez. » Dix minutes plus tard, elle rappelle. « Appelez-le demain à 11 h. Je suis assez surprise. »

Après la tempête qu'a causée en 1995 la publication de son essai *Le Marché aux illusions,* qui accusait le multiculturalisme canadien d'emprisonner les nouveaux arrivants dans leur culture d'origine, l'auteur, issu lui-même de l'immigration, s'était concentré sur l'écriture de romans, pour lesquels il a reçu de nombreux prix littéraires.

Mais le débat sur l'accommodement raisonnable au Québec l'a poussé à sortir du mutisme qu'il s'était imposé sur la question de la diversité.

Il y a 10 ans, le romancier originaire de Trinidad a été l'un des premiers à recommander au Canada de fournir aux nouveaux arrivants la liste des règles qui régissent la société. Des règles basées sur des valeurs communes auxquelles les néo-Canadiens seraient invités à souscrire. Des balises qui permettraient aux immigrés de trouver leur place. Qui aideraient la société d'accueil à tracer une ligne claire quant aux demandes d'accommodements des minorités, à définir ce qui est raisonnable et ce qui ne l'est pas.

Mais, admet le romancier en riant, il était loin de penser à un code comme celui dont s'est muni la municipalité d'Hérouxville, basé, selon lui, sur « la peur et l'ignorance ».

« Au Québec en ce moment, le débat est intense. Il y a une frustration profonde qui s'exprime. Il faut laisser les gens s'exprimer. Mais quand le calme reviendra, on pourra parler sérieusement en se basant sur la réalité et choisir quel Québec nous voulons pour nos enfants », croit Neil Bissoondath. Les politiciens, ajoutent-ils, doivent devenir les médiateurs dans ce grand remue-méninges.

« Il faut laisser les gens s'exprimer. Mais quand le calme reviendra, on pourra parler sérieusement, en se basant sur la réalité, et choisir quel Québec nous voulons pour nos enfants », croit Neil Bissoondath.

Il n'est pas surpris que le débat sur le multiculturalisme et la place de la religion naisse d'abord au Québec plutôt qu'au Canada anglais. « Le Québec est plus avancé que le reste du Canada dans la définition de ses valeurs communes », explique l'auteur de *Tous ces mondes en elle*.

« Au Canada anglais, les gens ont peur d'établir leurs limites », souligne-t-il. Il a pu le constater lui-même. Quand il a immigré au Canada, en 1973, il s'est d'abord installé à Toronto. « Là-bas, on m'incitait à continuer à vivre comme si je n'avais jamais quitté mon pays d'origine », se rappelle-t-il. Pour fuir ce vide identitaire, il a décidé de s'installer à Québec et d'y apprendre le français. Il enseigne la création littéraire à l'Université Laval et y écrit ses livres.

Vers un procès du multiculturalisme ?

Son point de vue, jadis controversé, fait depuis peu des petits au Canada anglais. Dans un numéro spécial consacré au multiculturalisme canadien, l'an dernier, *The Walrus Magazine,* revue intellectuelle canadienne-anglaise, posait un regard acerbe sur le legs de la politique de diversité promue par Pierre Elliott Trudeau.

« Même si les visiteurs s'émerveillent souvent en voyant le mélange multiculturel dans nos rues, il est de plus en plus évident que la célèbre mosaïque canadienne se fracture et que les groupes ethniques pratiquent l'autoségrégation », écrivait le magazine. À titre d'exemple, il rappelait que, en 1981, on ne comptait au Canada que six enclaves ethniques. En 2001, il y en avait 254.

C'est précisément cette peur de la ségrégation qui avait nourri l'essai controversé de Neil Bissoondath en 1995. « Je suis un peu découragé de voir que j'avais un peu raison. » Il y a un petit sourire au bout du fil téléphonique.

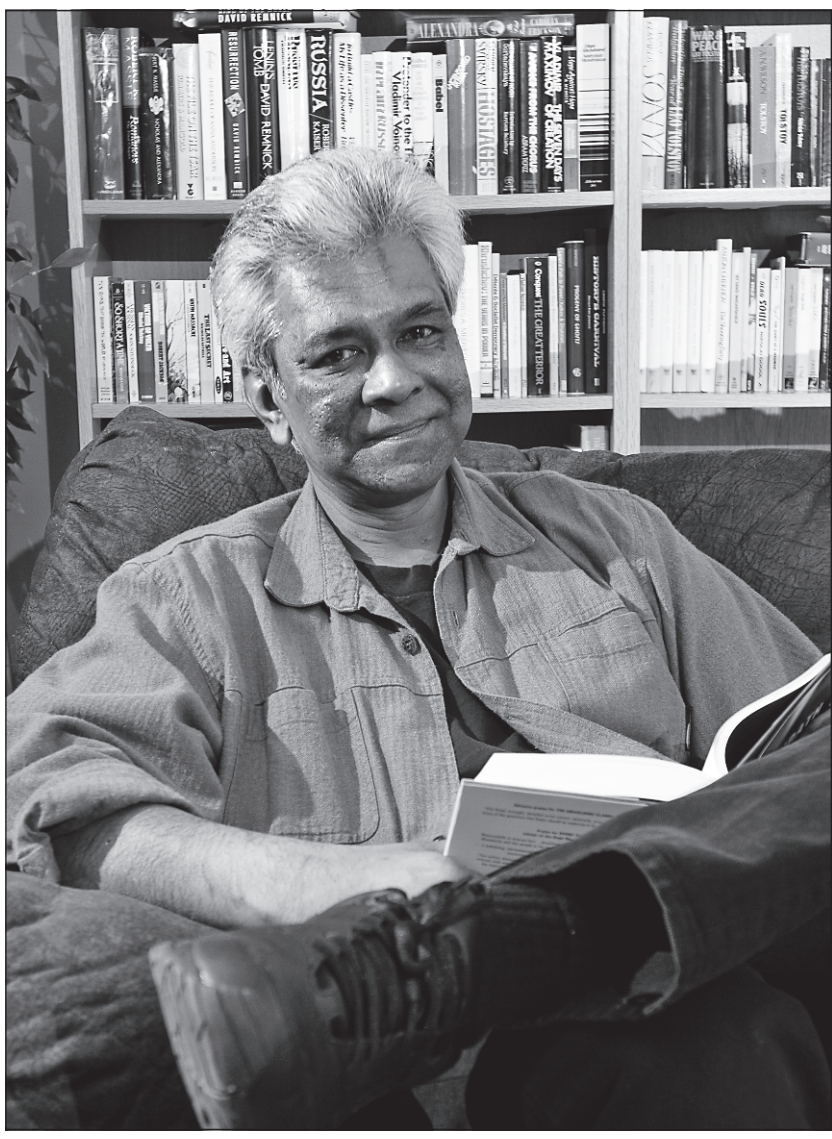


PHOTO DIDIER DEBUSSCHÉRE, COLLABORATION SPÉCIALE

Neil Bissoondath, photographié en mars dernier, avait causé une tempête en 1995 avec la publication de l'essai *Le Marché des illusions*, qui accusait le multiculturalisme canadien d'emprisonner les nouveaux arrivants dans leur culture d'origine.

EN BREF

Huit Canadiens sur 10 en faveur du bilinguisme

Huit Canadiens sur 10 sont favorables au bilinguisme au Canada, et la très vaste majorité d'entre eux souhaitent que leurs leaders politiques maîtrisent les deux langues officielles, selon un sondage publié hier par Radio-Canada. Ce taux est plus important chez les francophones (93 %) que chez les anglophones (77 %). Toutefois, à l'extérieur du Québec, seule une personne sur 10 maîtrise les deux langues officielles (quatre personnes sur 10 au Québec). Mais environ 70 % des Canadiens non francophones sont pour l'enseignement obligatoire du français dans les écoles. – AFP

ANGLAIS
CONVERSATION OU ANGLAIS DES AFFAIRES
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue
À temps partiel et semi-intensif
matin, après-midi, soir, samedi
1 à 7 fois/sem. • 375 $/45 h*
COURS INTENSIF
de jour, 25 h/semaine
165 $ à 183 $/semaine*
*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 $
Formation en Entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues
Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec
1160, boul. St-Joseph Est, 3e étage, Montréal
(514) 278-5309 www.converlang.com
Laurier
3451472
3460589

Jeanne et Claude nous aident tous en participant à une étude clinique
Chaque année, depuis vingt ans, des milliers de personnes apportent une contribution essentielle à la recherche médicale en participant à nos études cliniques.
Candidats recherchés : femmes fumeuses et non-fumeuses ménopausées, 18 ans et plus.
Durée du séjour : 2 séjours du vendredi au dimanche avec visites de retour.
Indemnité compensatoire : 2 075 $
MDS Pharma Services
Pour notre mieux-être à tous !
514.333.0010 / www.mdspharma.ca
3460285

Les chansons de Sophie
9h
Du lundi au vendredi
Réalisation : Catherine Dupuy
ESPACE MUSIQUE 100,7 FM
www.radio-canada.ca/radio
3448955A
3453802

ACTUALITÉS

Le hockey comme autrefois

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Saint-Jean-sur-Richelieu a tenu ce week-end son premier championnat de hockey d'antan. Près de 3000 personnes ont assisté aux différents matchs que se sont disputés 44 équipes québécoises sur 10 patinoires extérieures. « Le but est de recréer l'atmosphère d'autrefois, dit Alain Laplante, coordonnateur du championnat. Il n'y a pas de contact et la rondelle doit demeurer sur la glace. » Côté protection, seules les jambières et les coquilles sont permises. Et pour ajouter au charme, la plupart des joueurs portent une tuque. Une équipe de Saint-Jean a été couronnée au terme de ce premier championnat.

Coke, *pot*, ecstasy au Café-bar Le Ritz

ANDRÉ CÉDILOT

N'entrait pas qui voulait au Café-bar Le Ritz, à Saint-Léonard : la porte était actionnée électroniquement. Depuis six ans, on n'y vendait à peu près ni bière ni alcool, mais beaucoup de drogues: cocaïne, haschisch, marijuana et ecstasy.

En reconnaissant ses torts, début décembre, le patron de l'établissement, Antonio Sciandra, a vu ses permis d'alcool et d'appareils de loterie vidéo suspendus pour 135 jours. Si l'endroit n'abritait pas de grands truands, il n'en restait pas moins un endroit de choix pour les petits consommateurs de drogue du voisinage.

Différentes enquêtes et visites-surprises depuis l'an 2000 ont permis à la police de Montréal d'établir non seulement qu'il s'y faisait régulièrement du trafic de drogue, mais qu'il y avait toutes sortes d'accrocs aux règlements de la Régie des alcools, des courses et des jeux, dont la présence de mineurs. En 2001, un adolescent de 17 ans avait même été trouvé en possession d'armes prohibées.

À la réouverture de son établissement, Sciandra s'est engagé auprès de la Régie à congédier sur-le-champ tout employé ou client qui pourrait être pris à écouler ou à consommer de la drogue. Il entend refuser l'accès à toute personne associée à la mafia, à un gang de rue ou aux motards. Il a bien sûr promis de ne plus avoir de mécanisme de déverrouillage de la porte. Une chose est sûre, la police aura son bar à l'œil...

Alcool au volant

En 2005, 3 845 accidents mettant en cause l'alcool ont mené à 240 décès et 1 500 blessés graves. Peut-on mettre un frein à cette hécatombe ?

TRAGÉDIES. Ce soir 20 h

En rappel dimanche 18 h

HiSToRiA

3450953A

Saint-Sauveur perd un bâtisseur

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

La vallée de Saint-Sauveur vient de perdre l'un de ses bâtisseurs avec le décès de Georges Filion, 67 ans, qui a été vaincu par la leucémie vendredi. Le défunt a longtemps joué un rôle de premier plan dans la vie municipale du Québec.

M. Filion a été maire de Saint-Sauveur durant 32 ans. Il avait annoncé son départ de la vie municipale en août 2005 afin de se consacrer à sa famille, de faire du bénévolat et de jouer au gentleman farmer les fins de semaine sur une terre qu'il venait d'acheter dans les Hautes-Laurentides.

Un mois plus tard, il a dû être hospitalisé à la Cité de la Santé de Laval où il est demeuré des semaines en isolement complet. Seule sa femme, Ginette Huard, pouvait le visiter.

La maladie lui accordant une rémission, des centaines de personnes étaient venues lui rendre hommage le 10 septembre dernier, dont la lieutenant-gouverneure du Québec, Lise Thibault. Il avait alors reçu la médaille de l'Assemblée nationale remise aux personnes qui font leur marque de façon exceptionnelle au Québec. Le premier ministre Jean Charest lui avait envoyé un télégramme afin de le remercier pour son apport au monde municipal. Rarement avait-on vu un politicien local serrer autant de mains.

Georges Filion a été préfet de la municipalité régionale de comté (MRC) des Pays-d'en-Haut, vice-président de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec (UMRCQ), président du conseil d'administration de l'École nationale de police du Québec, vice-président de la Collecte sélective du Québec. Lors de la mise sur pied des MRC par le gouvernement du Parti québécois, il a joué un rôle de premier plan dans leur implantation avec Roger Nicolet.

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du: 2007-02-04

Banco: 02 10 11 14 15 19 21 22 26 27 28 36 37 39 46 49 56 58 60 63

La Quotidienne: 3 985 4 7843

Astro: Jour 10 - Mois AOÛT - Année 44 - Signe BÉLIER

Extra 0955668* 500 000 $ *décomposable dans les deux sens

Résultats des tirages du: 2007-02-03

Lotto 649: 10 13 24 27 37 39 — compl. (C) 14

	Gagnants	Lots
6/6	0	3 984 803,00 $
5/6+C	0	284 628,70 $
5/6	116	2 026,90 $
4/6	6 152	72,40 $
3/6	117 350	10,00 $
2/6+C	79 537	5,00 $

Ventes totales : 13 875 000 $

Prochain gros lot (approx.) : 9 000 000 $

Québec 49: 12 27 28 29 40 42 — compl. (C) 01

	Gagnants	Lots
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+C	1	50 000,00 $
5/6	17	500,00 $
4/6	846	50,00 $
3/6	15 794	5,00 $

Ventes totales : 495 363,50 $

Extra 4783557 * 500 000 $ *décomposable dans les deux sens

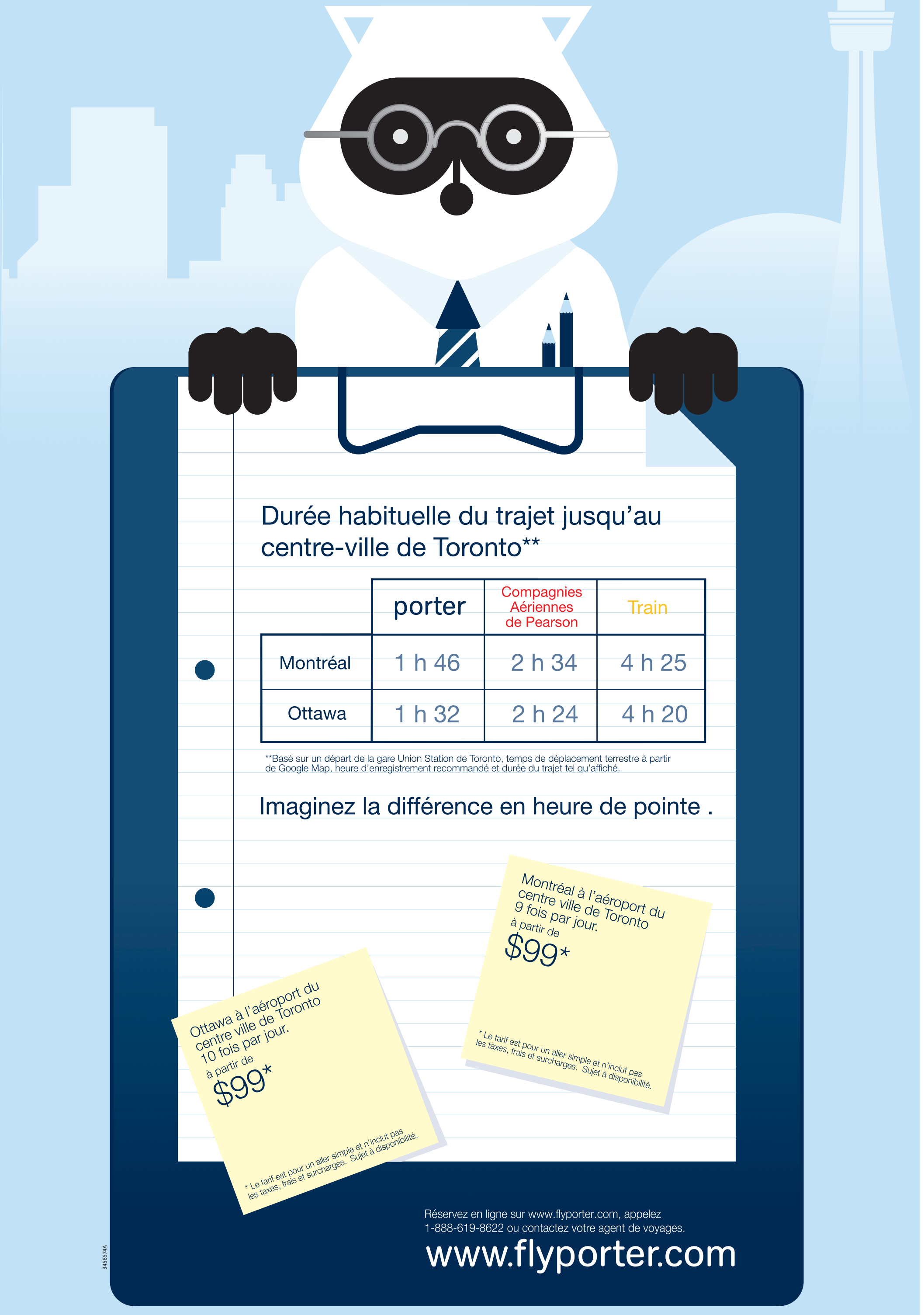
Mise O Jeu: PARIEZ SUR LE BASKETBALL ! DEMANDEZ LE PROGRAMME 5. (disponible dès 12 h)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LOTOQUEBEC.COM

porter

C’est évident.
Porter est le plus rapide vers le centre ville de Toronto.
Point final.



Durée habituelle du trajet jusqu’au centre-ville de Toronto**

	porter	Compagnies Aériennes de Pearson	Train
Montréal	1 h 46	2 h 34	4 h 25
Ottawa	1 h 32	2 h 24	4 h 20

**Basé sur un départ de la gare Union Station de Toronto, temps de déplacement terrestre à partir de Google Map, heure d’enregistrement recommandé et durée du trajet tel qu’affiché.

Imaginez la différence en heure de pointe .

Montréal à l’aéroport du centre ville de Toronto 9 fois par jour.
à partir de
$99*

* Le tarif est pour un aller simple et n’inclut pas les taxes, frais et surcharges. Sujet à disponibilité.

Ottawa à l’aéroport du centre ville de Toronto 10 fois par jour.
à partir de
$99*

* Le tarif est pour un aller simple et n’inclut pas les taxes, frais et surcharges. Sujet à disponibilité.

Réservez en ligne sur www.flyporter.com, appelez 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages.

www.flyporter.com

3458574A

3458578

ACTUALITÉS

Se tuer à 4 ans

TUER

suite de la page A1

« On ne peut pas démontrer ça de façon empirique, mais il y a comme une tendance », poursuit-il. À 8 ou 10 ans, raconte-t-il, des enfants consultent pour des problèmes d'anxiété grave. « Même à 6 ou 7 ans, on a des petits garçons qui parlent de mort. »

Le Dr Blanchet a récemment vu un enfant d'un an et demi atteint d'un trouble alimentaire marqué : il refusait carrément de s'alimenter. Les parents ont dû consulter à la clinique alimentaire d'un service de psychiatrie pédiatrique.

Corps d'enfants, maux d'adultes

Il y a 10 ans, « on ne voyait pas de maladies psychiatriques comme telles chez les jeunes. Maintenant, c'est monnaie courante chez les adolescents et de plus en plus fréquent chez les enfants », dit la pédopsychiatre Marie Plante, du Centre hospitalier universitaire de Québec.

Pourquoi ? Évidemment, les diagnostics sont de plus en plus précoces et précis. « On dépiste plus tôt, on dépiste mieux. Avant, plusieurs enfants qu'on voit ici n'auraient pas consulté », souligne Patricia Garrel, chef du service de psychiatrie de Sainte-Justine.

Mais le développement même des enfants pourrait aussi être en cause. « Le développement cognitif des enfants se fait plus rapidement. Or, la dépression est liée au développement cognitif », explique le psychiatre Jean-Jacques Breton, de l'hôpital Rivière-des-Prairies. « Le stress de nos vies fait ressortir les fragilités plus vite », ajoute Marie Plante.

Un jeune sur cinq

Au cours de sa carrière de directeur d'école à la commission scolaire Pointe-de-l'Île, Alain Noël a souvent travaillé en milieu défavorisé. Et il a vu beaucoup, beaucoup de très jeunes enfants atteints.

« Le développement cognitif des enfants se fait plus rapidement. Or, la dépression est liée au développement cognitif », explique le psychiatre Jean-Jacques Breton.

« Ce qui a vraiment changé, c'est l'âge des premiers symptômes : troisième, quatrième année », dit-il.

Au Centre jeunesse de Montréal, on fait le même constat. À tel point qu'un projet d'entente vient d'être conclu avec deux hôpitaux de Montréal pour créer un hôpital de jour pour des tout-petits de moins de 5 ans atteints de problèmes de santé mentale. « La clientèle s'alourdit chez les petits », constate Anne Duret, coordonnatrice au soutien à l'intervention au CJM.

Le Dr Breton a établi au début des années 90 que, parmi les jeunes de 6 à 14 ans, un sur cinq souffre de problèmes de santé mentale, pris au sens large. Pour un jeune sur 10, le trouble est grave. « C'est un chiffre modéré », précise-t-il. Car depuis 10 ans, ces données ont probablement fait un bond. « Les troubles alimentaires augmentent. Les dépressions surviennent plus tôt. »

Peu d'accès aux services d'aide

Le drame, c'est que ces enfants malades et leurs parents ont beaucoup de difficulté à obtenir de l'aide. Seuls 15 % des jeunes gravement atteints seront vus par un psychiatre. « Il nous en échappe énormément », dit Luc Blanchet.

Dans les derniers mois, *La Presse* a recueilli plusieurs témoignages bouleversants de familles égarées dans les dédales du réseau qui se tournent, en désespoir de cause, vers les urgences ou même la police.

Comme Nancy Wheaton, par exemple, mère d'un petit garçon de 8 ans atteint du syndrome de Gilles de la Tourette, une maladie aux frontières de la psychiatrie et de la neurologie. Pour maîtriser ses terribles accès de colère et son anxiété maladive, Alex prend chaque jour plusieurs doses d'un puissant antipsychotique.

Un jour, malchance, sa pédopsychiatre tombe malade. Pendant des mois, Mme Wheaton cherchera vainement un nouveau psychiatre pour suivre son fils. Le temps presse puisque le médicament tire à sa fin. « Sa pédiatre avait peur du médicament. Elle ne voulait pas toucher à ça ».

En désespoir de cause, elle se rend aux urgences. Après huit heures d'attente, la pédopsychiatre de garde lui renouvelle son ordonnance. Les doses ? À la mère de les ajuster ! « Commence par ça. Tu vas voir ce que ça donne, et augmente la dose jusqu'à un résultat », lui dit la psychiatre. « Ils sont malades ! Ils ne me connaissent même pas ! » s'exclame Mme Wheaton.

À cette mère, seule avec son conjoint, revient donc la lourde responsabilité de doser la médication de son fils. Car, bien sûr, la pédopsychiatre vue en urgence ne peut pas suivre le petit garçon. « Mon drame, c'est : pas assez. Alex n'est pas assez dépressif. Il n'est pas assez violent. Sinon, il serait suivi. »

Son cas résume tout le drame des soins pédopsychiatriques au Québec : à moins d'une menace claire et immédiate, on a peu de chances d'obtenir des services.

> DEMAIN : UNE PREMIÈRE LIGNE INEXISTANTE

> MERCREDI : LES NOUVEAUX ASILES

GM Canada

L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE

Vous pourriez gagner un des 100 superbes véhicules 2007[1].

Nouvelle année, nouvelle gamme. Redécouvrez Pontiac.

WAVE 2007

LOCATION 60 MOIS
169 $ /mois[2]
Comptant : 2 027 $
207 $ /mois[2] 0 $ Comptant
Préparation et frais de transport de 1 045 $
INCLUS

G5 2007

LOCATION 48 MOIS
199 $ /mois[2]
Comptant : 1 604 $
234 $ /mois[2] 0 $ Comptant
Préparation et frais de transport de 1 095 $
INCLUS

VIBE 2007

LOCATION 48 MOIS
239 $ /mois[2]
Comptant : 2 830 $
305 $ /mois[2] 0 $ Comptant
Préparation et frais de transport de 1 160 $
INCLUS

G6 2007

LOCATION 48 MOIS
279 $ /mois[2]
Comptant : 2 024 $
322 $ /mois[2] 0 $ Comptant
Préparation et frais de transport de 1 250 $
INCLUS

MONTANA SV6 2007

LOCATION 48 MOIS
289 $ /mois[2]
Comptant : 2 441 $
345 $ /mois[2] 0 $ Comptant
Préparation et frais de transport de 1 300 $
INCLUS

★★★★★ Sécurité 5 étoiles[3]

TORRENT 2007

LOCATION 48 MOIS
299 $ /mois[2]
Comptant : 3 601 $
377 $ /mois[2] 0 $ Comptant
Préparation et frais de transport de 1 150 $
INCLUS

★★★★★ Sécurité 5 étoiles[3]

PONTIAC BUICK GMC

gmcanada.com

3456230A

3456492

L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants : Wave (2TD69/R7A), G5 (2AL69/1SA), Vibe (2SL26/R7A), G6 (2ZF69/R7A), Montana SV6 (2U11416/R7A) et Torrent (2LF26/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Aucun achat requis. Le concours est ouvert aux résidants du Canada qui sont majeurs dans leur province de résidence. Le concours prend fin le 28 février 2007. À l'ouverture du concours, les véhicules de l'année modèle 2007 suivants seront offerts comme prix : Chevrolet – Aveo LS berline/5 portes, Cobalt LT berline/coupé, Avalanche LS, Silverado LT 1500 multiplace ; Pontiac/Buick/GMC – Wave berline/5 portes, G5 SE berline/coupé, Lucerne CXL V6, Acadia SLT 1A, Sierra SLE 1500 multiplace ; Saturn – Aura XE, Outlook XR 4RM, Sky Red Line. Les gagnants d'un prix constitué d'un véhicule recevront un véhicule (transport, taxe selon le poids, taxe sur le climatiseur, taxes de vente, taxe écologique, TVQ, TPS et TVH applicables incluses). Les véhicules devront être choisis parmi ceux disponibles chez le concessionnaire chez qui le participant s'est inscrit au concours le ou avant le 28 février 2007. Le véhicule remis en prix peut être différent de celui montré. Les gagnants potentiels devront répondre correctement à une question réglementaire d'ordre mathématique. Les chances de gagner un des véhicules assignés à une région est de 1 sur 5 000. 2. À la location, paiements mensuels taxés sur un bail de 48 mois (60 mois pour la Wave). Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢/km après 80 000 km (12 ¢/km après 120 000 km pour la Wave). Première mensualité exigible à la livraison. 0 $ de dépôt de sécurité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. 3. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (tests d'impacts frontaux) pour la Montana SV6 2006. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). **Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir le règlement complet du concours, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

Le patron de Hyundai Motor condamné à trois ans de prison

SÉOUL — La justice sud-coréenne a condamné lundi le patron du premier constructeur automobile du pays et sixième mondial, Hyundai Motor, à trois ans de prison pour détournement de fonds et abus de confiance.

Chung Mong-koo, 68 ans, a été reconnu coupable d'avoir détourné 90 milliards de won (96 millions de dollars) par l'intermédiaire de faux comptables afin de corrompre des politiciens et des responsables, selon de nouveaux chiffres diffusés lors de l'annonce du verdict.

« Son comportement constitue clairement un crime au nom de la loi... le tribunal n'a d'autre choix que de l'en tenir sévèrement responsable », a déclaré le président du tribunal, Kim Dong-oh.

Le patron est resté impassible à la lecture du verdict, quittant le tribunal sans faire de commentaire. Un porte-parole du Hyundai a qualifié le jugement de « vraiment sévère ». De nombreux observateurs s'attendaient à une peine avec sursis.

Six ans de prison ferme avaient été requis contre le numéro un du constructeur mais ses avocats avaient plaidé la clémence, argumentant que son incarcération pourrait menacer l'avenir d'un des fleurons de l'économie sud-coréenne.

M. Chung, qui était passible de la prison à vie, avait été libéré sous caution en juin, deux mois après avoir été arrêté. Il reste libre dans l'attente d'une procédure d'appel.

– AFP

Salon du BATEAU de Montréal

SOUS LE SOLEIL

dernière journée

du 1er au 5 février 2007

Encore plus à DÉCOUVRIR

Heures d'ouverture:
Jeudi et Vendredi: 12h à 21h
Samedi: 10h à 21h
Dimanche: 10h à 18h
Lundi: 11h à 17h

PLACE BONAVENTURE

ACTIVITÉS :
- Conférences (pour connaître l'horaire détaillé, consulter notre site internet au www.salondubateau.com)
- Aventure en voilier aux Iles Baïa au Honduras avec Louis Charbonneau
- L'océan prédateur : témoin et victime avec Georges Leblanc
- Équiper son embarcation de pêche, avec Patrick Campeau
- Les bateaux écologiques avec Alain Brault
- Qu'est-ce qu'on mange sur un bateau de plaisance présenté par l'Académie culinaire
- Venez entendre le groupe Serre l'Écoute, (samedi et dimanche) vous interpréter des mélodies à saveur d'eau et de bateaux
- Voir, le fleuve St-Laurent en photos
- Faire de la voile virtuelle
- Arrêtez-vous au Centre AMQ / Découvrez le Nautisme

à gagner 5000$ et une journée de voile pour 2 personnes

25¢ par entrée versé à Opération Enfant Soleil® 20 ans! Des soins en premier

Prix d'entrée (taxes incluses)
Admission générale: 10,00$
Étudiants / Age d'or: 7,00$
Enfants accompagnés: 3,50$ (6 à 12 ans)
Enfants 5 ans et moins: Gratuit

Achat de billets en ligne www.salondubateau.com

Association maritime du Québec AMQ · TVA · rock détente 107,3 · Programme d'assurance NautiMax · PATTISON · LA PRESSE

3455527A

LE ZÉLATEUR La rubrique des horreurs urbaines

Éclairez-nous, SVP...

SARA CHAMPAGNE

Une lectrice du Zélateur qui habite l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie n'en peut plus de voir les automobilistes « rouler en fous » rue Beaubien, entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent.

Elle constate qu'il n'y a aucun feu de circulation ou panneau d'arrêt pour freiner les ardeurs des conducteurs. Elle remarque cependant qu'il y a des feux rue Saint-Zotique, pourtant moins passante.

Au début du mois de janvier, des feux de circulation ont finalement été installés, pour le plus grand bonheur de la lectrice. Sauf qu'ils ne sont toujours pas en fonction, fait-elle remarquer. « Est-ce que quelqu'un a oublié de mettre la switch à on ? Merci de nous éclairer », demande Mme Jameson.

L'explication :

Des travaux de 1,2 million de dollars ont été réalisés en novembre dernier pour réaménager cette partie de la rue Beaubien. Ces travaux ont notamment permis de refaire la chaussée et d'élargir les trottoirs.

Le chargé de communication de Rosemont-La Petite-Patrie, Pierre Denis, explique que la dernière étape des travaux consistait à faire installer des feux pour améliorer la fluidité de la circulation et mieux contenir la vitesse, fixée à 50 km/h. M. Denis ajoute qu'un avis a été envoyé la semaine dernière à la société Hydro-Québec afin qu'elle branche le tout. « La démarche pourrait prendre quelques semaines, selon le calendrier des priorités d'Hydro. Mais les feux seront en fonction d'ici la fin février, sinon au mois de mars », dit-il.

QUI S'EN OCCUPE ?

Robert Chale, chef de division à la circulation, Ville de Montréal
514-872-5977 rchale@ville.montreal.qc.ca

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, *LA PRESSE*©

APPEL À TOUS: Si la négligence et le laisser-aller se manifestent près de chez vous, faites-le savoir au Zélateur. Par la poste : 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Par courriel : **zelateur@lapresse.ca**. Par téléphone : 514-285-7070. Par télécopieur : 514-285-6808.

EN BREF

Tentative de meurtre à Pointe-St-Charles

Un homme de 30 ans a été atteint par balles dans la nuit de samedi à hier dans le quartier Pointe-St-Charles, à Montréal. Vers 4h35, la victime a été trouvée ensanglantée, gisant sur un trottoir de la rue Ash. Gravement blessé, l'individu aurait reçu plusieurs projectiles. Le ou les suspects ont pris la fuite. La police a pour le moment peu d'indices permettant d'élucider cette tentative de meurtre.
Presse Canadienne

Un jeune de 18 ans meurt sur la route à Lavaltrie

Un jeune automobiliste de 18 ans a péri dans un accident de la route dans la nuit de samedi à hier à Lavaltrie, à l'est de Montréal. Vers 2h30, le jeune homme a perdu la maîtrise de son véhicule sur la route 131 pour aller percuter un arbre puis un poteau d'Hydro-Québec. Selon la Sûreté du Québec, la vitesse pourrait être responsable de ce drame. Des échantillons sanguins ont aussi été prélevés sur la victime pour déterminer si l'alcool est en cause. Le conducteur ne portait pas de ceinture de sécurité.
Presse Canadienne

Postes de gardiens de prison supprimés : Stockwell Day nie

Le ministre canadien de la Sécurité publique, Stockwell Day, nie l'allégation voulant que 300 postes de gardiens de prison soient supprimés d'ici 2009. Dans un communiqué, le ministre dément la prétention du président du Syndicat des agents correctionnels du Canada, Sylvain Martel, à l'effet qu'Ottawa ait l'intention de réduire de 5 pour cent le nombre de gardiens dans les prisons fédérales. Stockwell Day convient que les agents sont parfois réaffectés afin de répondre aux besoins particuliers en matière de sécurité, mais il assure qu'aucun emploi n'a été ou ne sera perdu au cours de ce processus.
Presse Canadienne

Violent séisme sur l'Ile de Vancouver : les craintes s'apaisent

Les craintes d'un violent tremblement de terre qui aurait pu survenir dès cette semaine sur l'Ile de Vancouver se sont apaisées. Plusieurs secousses sismiques avaient été détectées par les scientifiques ces derniers jours, en profondeur dans l'océan Pacifique, ce qui avait incité certains d'entre eux à lancer une alerte aux autorités. Mais les secousses ont cessé abruptement, pour une raison qu'ils ne peuvent encore expliquer.
Presse Canadienne

LA TOYOTA COROLLA 2007

L'affaire du siècle

ACHETEZ DÈS MAINTENANT UNE COROLLA OU UNE MATRIX 2007 ET
NE PAYEZ RIEN AVANT JUIN 2007 OU RECEVEZ UNE REMISE ÉQUIVALENTE À LA 1RE MENSUALITÉ DE LOCATION‡

COROLLA 2007
À L'ACHAT à partir de
15 785 $*
OU
189 $
PAR MOIS/LOCATION 60 MOIS◆
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 2 373 $
1RE MENSUALITÉ GRATUITE
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
Ville : 7,1 L/100 km†
Route : 5,3 L/100 km†
VÉHICULE À ÉMISSIONS ULTRA FAIBLES

MATRIX 2007
À L'ACHAT à partir de
17 200 $*
OU
209 $
PAR MOIS/LOCATION 60 MOIS◆
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 2 580 $
1RE MENSUALITÉ GRATUITE
0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ
Ville : 7,9 L/100 km†
Route : 5,9 L/100 km†
VÉHICULE À ÉMISSIONS ULTRA FAIBLES

L'AFFAIRE COROLLA

Votre nouvelle Toyota part toujours avec le plein d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

ACCÈS TOYOTA Une expérience d'achat tellement plus sympa.

TOYOTA

TOYOTA SERVICES FINANCIERS

PEA

PROGRAMME TOYOTA POUR DIPLÔMÉS 1 000$ de remise**

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. ◆ Offres de location au détail valables sur les modèles Corolla 2007 (BR32EM AA) et Matrix 2007 (KR32EMAA) neufs en stock. Première mensualité de 0 $ sur tous les modèles Corolla 2007 et Matrix 2007 neufs en stock, pour un terme de location de 60 mois. Dans l'éventualité où un client désire avoir un terme de location moindre que 60 mois, un rabais représentant le coût d'une mensualité basée sur un terme de 60 mois sera accordé (taxes incluses). Offre de 0 $ dépôt de sécurité à la location sur tous les modèles Corolla et Matrix 2007 neufs en stock. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 ¢ du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 2 338,35 $ pour la Corolla 2007 (BR32EM AA) et de 2 540,83 $ pour la Matrix 2007 (KR32EM AA), taxes incluses. ‡ L'offre aux particuliers « aucun paiement avant juin 2007» s'applique au financement à l'achat effectué auprès de Toyota Services Financiers pour les modèles Corolla et Matrix 2007 neufs en stock, et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit, mais reporté de 120 jours. Aucun intérêt avant juin 2007. Après le 1er juin 2007, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu au contrat. La remise à l'achat équivalant à une mensualité de location est basée sur un terme de 60 mois (taxes incluses) et applicable au financement à l'achat des Corolla et Matrix 2007 neufs en stock. Les deux offres ne peuvent être combinées. * PDSF pour les modèles Corolla 2007 (BR32EM AA) et Matrix 2007 (KR32EM AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'assurance et les taxes sont en sus. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 $ de remise) peut différer selon le modèle. † Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2007 pour une transmission manuelle pour le moteur du modèle indiqué. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 28 février 2007. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant de la grande région de Montréal.

3453350A

La violence chez les jeunes

Ici... le monde
Ce soir 20 h 30

Membres de gangs de rue, enfants-soldats... ils sont de plus en plus jeunes.
Victimes ou coupables ? Et *La Sierra*.

Animation : François Bugingo

telequebec.tv

3457716A

ACTUALITÉS

Restrictions aux voyageurs

Quatre premiers ministres iront défendre leur cause à Washington

MARKHAM, Ont. — Le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, se joindra le mois prochain à Washington à trois autres premiers ministres provinciaux, dont Jean Charest, afin de tenter de convaincre les autorités américaines de relâcher les restrictions imposées aux voyageurs canadiens.

M. McGuinty a affirmé hier à des journalistes que les premiers ministre du Québec, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba défendront leur cause à la chambre de commerce des États-Unis.

Les Canadiens ont déjà besoin d'un passeport valide afin de se rendre par avion aux États-Unis. Au plus tard en juin 2009, cette obligation concernera également les voyageurs souhaitant y aller en voiture ou en bateau.

Le premier ministre ontarien a indiqué que ses homologues du Québec, Jean Charest, du Nouveau-Brunswick, Shawn Graham, et du Manitoba, Gary Doer, sont encore en train de discuter du programme et du message à véhiculer.

Presse Canadienne

Un Canadien accusé d'espionnage au Caire pour le compte d'Israël

OTTAWA — Des diplomates tentent d'en savoir davantage tandis que les responsables des services de sécurité gardent le silence au sujet d'un homme possédant des liens au Canada qui a été arrêté en Égypte et accusé d'espionnage pour le compte d'Israël.

Mohamed Essam Ghoneim el-Attar a été placé en détention au Caire, le mois dernier, mais les accusations portées contre lui et trois présumés complices israéliens n'ont pas été rendues publiques avant ce week-end.

El-Attar a été présenté comme un homme de 26 ou 31 ans, ressortissant égyptien possédant également la citoyenneté canadienne, qui aurait obtenu un permis de résidence au Canada sous une fausse identité.

Bernard Nguyen, porte-parole du ministère fédéral des Affaires étrangères à Ottawa, a affirmé hier que les autorités canadiennes étaient au courant de l'arrestation, qu'elles étaient en contact avec l'ambassade du Canada au Caire et qu'elles faisaient enquête sur cette affaire.

Presse Canadienne

Un ancien ministre soutient que Dion n'a pas toujours été un fervent environnementaliste

Un ancien collègue de cabinet de Stéphane Dion affirme que l'actuel dirigeant libéral n'a pas toujours affiché le même enthousiasme qu'aujourd'hui à propos de la question environnementale. David Anderson rappelle que lorsque le précédent gouvernement libéral a signé le protocole de Kyoto, en 1998, M. Dion se préoccupait davantage de préserver la paix avec les provinces, dont la plupart s'opposaient aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. M. Dion était alors ministre des Affaires intergouvernementales et il devait s'assurer que les relations entre Ottawa et les provinces soient harmonieuses, explique M. Anderson.

Presse Canadienne

©2007 Porsche Cars North America, Inc. Photo à titre indicatif seulement.

Le bonheur ne s'achète pas.
Louez-le.

Porsche Prestige
(514) 356-7777
230, Michel-Jasmin
Dorval, QC H9P 2N5
www.porscheprestige.com

PORSCHE

LOCATION BOXSTER 2006
649$*/MOIS
LOCATION 36 MOIS

* Taxes, immatriculation et assurances en sus. Acompte de 10 000$ plus taxes. Transport et préparation inclus. Valeur résiduelle à la fin du contrat de 35 647$. Offre valide sur certains modèles. Sujet à l'approbation de crédit. Photo à titre indicatif. Détails chez Porsche Prestige.

3447676A

PHOTO KEVIN P. CASEY, BLOOMBERG NEWS

Les émissions de gaz à effet de serre des villes américaines ont augmenté, selon une étude de l'organisme américain pro-Kyoto, l'Institute for Local Self-Reliance (ILSR). Les représentants de 355 municipalités avaient pourtant promis de réduire leurs émissions de 7 % sous le taux de 1990, répondant à l'appel du maire de Seattle (notre photo).

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Les villes américaines ratent leur cible

FRANÇOIS CARDINAL

En présentant leur propre « mini-Kyoto » en 2005, les maires des grandes villes américaines ont suscité beaucoup d'espoir. Le premier bilan de leurs actions est toutefois très décevant : aucune n'a encore réussi à réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

Devant le refus obstiné de l'administration Bush de lutter contre les changements climatiques, les représentants de ces 355 municipalités avaient pourtant promis d'agir avec célérité pour réduire leurs émissions de 7 % sous le taux de 1990.

Or, depuis un an et demi, ces mêmes émissions ont continué de croître, parfois de façon très importante, révèle un organisme américain pro-Kyoto, l'Institute for Local Self-Reliance (ILSR).

« La plupart de ces villes n'atteindront probablement pas leur objectif de réduction, peut-on lire dans le premier bilan du genre. Plusieurs rateront même leur cible de loin. Rares sont celles qui font mieux que leur État ou que les villes qui n'ont pas adopté d'objectifs de réduction. »

Les émissions des villes ont augmenté de taux allant de 6,5 % à 27 % par rapport à 1990, écrit l'auteur de l'étude, John Bailey. La seule exception est Portland, en Oregon, qui a réussi à limiter la hausse de ses émissions à 0,7 % au-dessus de ce qu'elles étaient en 1990.

Plus grave encore, la hausse moyenne des émissions des villes en question est de 17 % comparativement à 16 % pour l'ensemble des villes américaines, qu'elles aient signé ou non l'entente.

Il s'agit d'une réelle déception pour les écologistes qui voyaient dans l'initiative U.S. Mayors Climate Protection Agreement une solution au refus de l'administration Bush de signer le protocole de Kyoto. À Montréal, d'ailleurs, lors de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques, en décembre 2005, les maires américains présents avaient reçu de nombreux appuis.

Des villes aussi différentes que New York, Los Angeles et Salt Lake City se sont engagées, en juin 2005, à réduire leurs émissions par l'entremise de nombreuses initiatives locales : remplacer le parc de véhicules par d'autres moins énergivores, inciter les promoteurs à faire de la construction verte, aider financièrement les fonctionnaires qui veulent emprunter le transport en commun, etc.

Depuis, de nombreux reportages ont fait état de progrès substantiels, de réductions importantes des émissions et de l'application de nombreuses initiatives. On voyait également dans l'action des villes une preuve que les États-Unis ne sont pas opposés, tel un bloc monolithique, aux mesures vertes.

Le problème : les résultats ne sont pas au rendez-vous. S'appuyant sur l'exemple des 10 villes ayant le plan d'action le plus « solide et efficace », l'Institut conclut que le défi sera « majeur »... s'il n'est pas carrément un échec.

Selon l'ILSR, une des raisons qui expliquent le peu de progrès réalisés à ce jour est la timidité des efforts financiers des villes signataires. La plupart d'entre elles, note-t-on, s'appuient en très grande partie sur les versements en provenance des gouvernements supérieurs.

« Les villes ont souvent été hésitantes à investir leur propre argent, écrit-on. Cela peut être compréhensible vu l'état de leurs finances, mais les villes doivent se rappeler que les investissements énergétiques s'épongent d'eux-mêmes, souvent à court terme. »

Ces révélations surviennent alors que l'administration Bush tente, encore timidement, de faire sa part. Lors du discours sur l'état de l'Union, mardi dernier, le président a émis le souhait que les Américains réduisent de 20 % leur consommation d'essence d'ici 2017.

Il veut par là diminuer la dépendance de son pays à l'endroit du Moyen-Orient, mais également réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il a ainsi précisé vouloir mettre au point des carburants non fossiles et édicter des normes de consommation plus strictes. Un plan national pour l'environnement pourrait suivre prochainement.

« La plupart de ces villes n'atteindront probablement pas leur objectif de réduction, peut-on lire dans le premier bilan du genre. Rares sont celles qui font mieux que leur État ou que les villes qui n'ont pas adopté d'objectifs de réduction. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : francois.cardinal@lapresse.ca

ACTUALITÉS

Des élections le 26 mars

ÉLECTIONS

suite de la page A1

Il s'agit là d'un important changement de stratégie parce que, peu avant Noël, Jean Charest avait soutenu qu'il attendrait de voir le budget fédéral avant de déclencher des élections au Québec.

Dans le nouveau scénario, la présentation du budget fédéral, le 20 mars, viendrait ainsi donner un nouvel élan à la campagne de Jean Charest à quelques jours du scrutin, si son allié Stephen Harper délie les cordons de sa bourse pour régler la question du déséquilibre fiscal.

Une fois le congrès du PLQ reporté, il n'y a plus d'obstacles au déclenchement d'une campagne pour un scrutin le 26 mars. Les élections tomberaient aussi peu avant que ne soit prêt le rapport du juge Grenier sur les activités d'Option Canada lors du référendum de 1995. Ce rapport doit être remis au Directeur général des élections le 31 mars. Le DGE, Marcel Blanchet, avait d'abord soutenu qu'il ne pourrait rendre public ce rapport, fruit d'un an d'enquête, si le Québec était plongé dans une campagne électorale. Devant les pressions de l'opposition péquiste, notamment, il s'est ravisé. M. Charest, qui était à l'époque vice-président du comité du NON, doit témoigner sous peu devant le juge Grenier.

Bien que les apparatchiks libéraux affirment qu'aucune décision n'est prise, il est clair qu'un congrès général élargi est, normalement, le tremplin idéal pour déclencher une campagne électorale dans les heures qui suivent.

La tenue du congrès fin mars était un inconvénient majeur pour les organisateurs libéraux. Il n'était pas question de tenir cette assemblée durant la campagne électorale – sa facture plus de 150 000 $ aurait dû être comptabilisée dans les dépenses électorales. Il aurait fallu de plus mobiliser des centaines de militants et d'organisateurs, ce qui aurait dégarni les locaux de campagne des candidats libéraux.

Autre signe que Jean Charest a décidé de procéder rapidement, à la permanence du Parti libéral à Montréal, on a commencé en fin de semaine les séances de photo des candidats, les clichés étant destinés aux affiches dans les circonscriptions. Cette opération se poursuit aujourd'hui.

Le PLQ a tenté de garder cette opération secrète le plus longtemps possible pour donner à l'adversaire péquiste l'impression qu'il avait encore deux mois devant lui. Vendredi dernier, la direction du PQ a donné le feu vert à 17 assemblées d'investiture en mars et même en avril. Dans 30 autres circonscriptions, la date de l'assemblée n'était pas encore fixée.

Du côté libéral, on soutient que le choix d'un candidat est réglé dans 51 des 53 circonscriptions « orphelines », qui n'ont pas un député libéral. Dans la plupart des cas, cette investiture est une simple formalité.

EN BREF

Le suicide chez les aînés inquiète

L'Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic (AQRP) est préoccupée par le suicide chez les aînés. À l'occasion de la Semaine de prévention du suicide, qui a commencé hier, l'association exprime son inquiétude à l'égard de la croissance anticipée du suicide au sein de cette catégorie de personnes. Elle cite un document de l'Institut national de santé publique du Québec qui signale que la mortalité par suicide des gens de la génération du baby-boom semble se maintenir avec l'âge. Si cette tendance persiste, on risque d'observer des taux de mort par suicide très élevés chez les personnes de 55 ans et plus dans les prochaines années. L'association rapporte que, selon les recherches, de 60 à 80 % des aînés qui se suicident souffrent de dépression. Les maladies chroniques, les handicaps physiques et la douleur chronique sont aussi liés à la dépression et au suicide, selon l'organisme communautaire. On parle aussi de la perte d'un travail significatif ou de la perte de la sécurité financière comme facteurs de risque. L'AQRP recommande à l'entourage des personnes âgées de faire appel aux différentes ressources en cas de besoin.

Presse Canadienne

la Baie

LES MARDI 6 ET MERCREDI 7 FÉVRIER

50 % de rabais
Bijoux PRINCIPLES® en or à 10 ct, 14 ct et 18 ct
Ord. 65 $ à 1 695 $ **Solde 32,50 $ à 847,50 $**
Notre photo.
Collier à pendentif cœur 2 tons en or à 10 ct : Ord. 220 $ **Solde 110 $**
Collier à pendentif goutte 3 tons en or à 10 ct : Ord. 220 $ **Solde 110 $**
Collier à pendentif goutte 2 tons en or à 10 ct : Ord. 230 $ **Solde 115 $**

45 % de rabais
Bagues et bracelets diamantés en or à 10 ct et 14 ct
Ord. 69 $ à 4 965 $ **Solde 37,95 $ à 2 730,75 $**

MARDI SEULEMENT!
POUR LES 60 ANS ET +
15 % de rabais additionnel*
sur les prix de solde et de liquidation.
15 % de rabais* sur les prix ordinaires.
Certaines exceptions s'appliquent. Précisions ci-dessous.

20 % de rabais
Mode pour elle
JM COLLECTION, KAREN SCOTT, HAGGAR et ALIA
Sur nos prix ordinaires.
Ord. 12,99 $ à 69,99 $
Solde 10,39 $ à 55,99 $

50 % de rabais
Tenues d'extérieur automne-hiver pour elle; tenues d'extérieur tout-aller automne-hiver pour lui
Sur nos prix ordinaires.

40 % de rabais
• Tenues de nuit FIRST IMPRESSION pour bébé
• TOUS les jeans pour enfant
30 % de rabais
TOUTE la layette CLASSIC POOH

30 % de rabais
Chemises de ville et cravates pour lui
Sur nos prix ordinaires.
Ord. 24,99 $ à 75 $
Solde 17,49 $ à 52,50 $

30 % de rabais
Pantalons tout-aller pour lui
DOCKERS, HAGGAR Q, IZOD, LEE et MANTLES^MC
Ord. 44,99 $ à 80 $
Solde 31,49 $ à 56 $

9,99
TOUS les soutiens-gorge mode JOCKEY sans suite

40 % de rabais
Soutiens-gorge et slips sous boîte WONDERBRA et WARNER'S
Sur nos prix ordinaires.
Ord. 15 $ à 39 $
Solde 9 $ à 23,40 $

25 % de rabais
Choix de chaussures habillées et tout-aller pour lui ROCKPORT, FLORSHEIM, HUSH PUPPIES, NUNN BUSH, CLARKS, BOSTONIAN et DOCKERS
Ord. 109,99 $ à 160 $ **Solde 82,49 $ à 120 $**

50 % de rabais
TOUS les bagages
Exceptions : articles dont le prix se termine par 97 ¢.
Ord. 50 $ à 700 $
Solde 25 $ à 350 $
Ord. 15 $ à 39 $
Solde 9 $ à 23,40 $

25 % de rabais
Choix de chaussures pour elle
NATURALIZER, AEROSOLES et ROCKPORT
Ord. 100 $ à 130 $
Solde 74,99 $ à 96,99 $

9,99
Ensemble de verres MODA, 16 pièces
Ord. 15,99 $

25 % de rabais
Serviettes, tapis de bain et coordonnés de salle de bains HOUSE&HOME
Notre photo. Serviette de bain
Ord. 11,99 $ **Solde 8,99 $**

25 % de rabais
TOUS les accessoires de salle de bains, rideaux de douche, doublures et crochets
Ord. 1,99 $ à 134,99 $ **Solde 0,99 $ à 100,99 $**

10 % de rabais
Lecteurs DVD, appareils photo numériques et caméscopes à prix de liquidation

55 % de rabais
PLUS la livraison gratuite
Collection Canada's Best 2007 de SIMMONS
Achetez un duo-sommeil SIMMONS, faites-le livrer et nous vous accorderons un rabais équivalent au coût de la livraison locale standard.

Achetez un article **olympique**, obtenez le 2e à
50 % de rabais
Cette offre inclut la marchandise Vancouver 2010.
Exceptions : épinglettes Vancouver 2010 à prix ordinaire.
Le 2e article doit être de valeur égale ou inférieure. Sur nos prix ordinaires.

*** Exclusions à l'offre des aînés : produits cosmétiques et parfumés, boutique le Président, West End Shop, James Jeans, collants et chaussettes Spanx, sacs à main Dooney & Bourke et Calvin Klein, meubles, gros électros, appareils électroniques, duos-sommeil, musique, films, ordinateurs, jeux vidéo, logiciels, micro-ondes, aspirateurs, cartes-cadeaux Hbc, produits de pharmacie et du tabac et articles des rayons concédés. D'autres exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.**

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », Salviati, Vera Wang, ceux de la Fondation Hbc, des rayons concédés et de la collection olympique. Les mentions « ACHAT-CHOC » et « OFFRE SPÉCIALE DE LA DIRECTION » indiquent que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Notez que pour les articles « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction » et ceux de L'Entrepôt du style en magasin, les quantités sont limitées, le choix varie selon le magasin et aucuns bons d'achat différé ni articles de substitution ne sont offerts. La mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

Hbc

3458854A

SUITE DE LA UNE

Retour du balancier à Hérouxville

HÉROUXVILLE
suite de la page A1

« C'est sûr qu'une affaire comme celle-là nuit à l'image du milieu rural, dit-il. Ça nourrit les préjugés. »

En défendant son fameux « code de vie », le conseiller André Drouin, à l'origine de ce projet, a souvent répété qu'il répondait ainsi aux attentes et aux besoins « du peuple ». Jacques Proulx a du mal avec ce concept.

« Le populisme, tu peux faire n'importe quoi avec ça, dit-il. Ce n'est pas parce que la population dit telle chose que tu dois aller dans ce sens. Moi, j'appelle ça de la démagogie. Ça devient dangereux. Quand je regarde la façon dont Jean-Marie Le Pen s'est imposé en France, ça me fait craindre le pire. »

Tout le monde l'a vu

On avait beaucoup lu ses propos, on l'avait peu vu et entendu. Hier soir, les centaines de milliers de téléspectateurs de *Tout le monde en parle* ont pu se faire une meilleure opinion de celui qui a eu l'idée des fameuses « normes » d'Hérouxville.

« Quand vous êtes chez vous, je vous dis : voici comment ça *run,* la *shop,* chez nous », a déclaré le conseiller André Drouin afin d'expliquer sa démarche.

Selon lui, cette initiative reçoit l'appui d'une majorité de Québécois. « Quatre-vingt-quinze pour cent du peuple semble être d'accord avec ça à 100 % », a-t-il ajouté devant des Guy A. Lepage et Dany Turcotte éberlués.

Malgré la controverse des derniers jours, les intentions d'André Drouin n'ont pas changé. « En quatre jours, Hérouxville a fait le tour du monde. Si le gouvernement n'est pas capable en cinq secondes d'envoyer cinq pages dans le monde, y a un problème », a-t-il dit afin d'exprimer son souhait de voir le ministère de l'Immigration adopter ses « normes ».

Les communautés culturelles inquiètes

En entrevue à *La Presse*, quelques leaders des communautés culturelles et religieuses de Montréal ont exprimé leurs inquiétudes face au « dérapage » de l'initiative des élus d'Hérouxville.

« Le débat sur les accommodements raisonnables a été jusqu'ici civilisé, dit Saïd Jaziri, imam de la mosquée Al Qods, à Montréal. Mais avec l'affaire Hérouxville, ça a dérapé. Ce n'est pas à eux de changer la charte. »

M. Jaziri dit que le débat qui fait rage depuis des jours a gagné les membres de sa communauté. « Les gens ont peur d'être méprisés. Ils sont dans le doute et vivent de l'inquiétude. Ils croient en la tolérance des Québécois et espèrent que tout cela sera passager. »

Steven Slimovitch, porte-parole de l'organisme juif B'nai Brith, craint que cette affaire prenne encore plus d'ampleur. « C'est sûr que, quand nous avons lu la déclaration d'Hérouxville, même si on n'était pas ciblé directement, on a été choqués. On ne voudrait pas que tout cela aille trop loin. »

D'autres, comme Leila Bdeir, membre de Présence musulmane Montréal, pensent que ce type d'expérience peut rendre les gens plus « rigides » et davantage méfiants. « Je pense que, dans l'ensemble, les débats sont sains, dit-elle. Le hic, avec celui-ci, c'est qu'il survient quelques jours après la publication d'un sondage controversé. Bref, on n'est pas en mesure d'avoir un débat constructif, actuellement. »

De son côté, Salam Elminyawi, président du Conseil des musulmans, n'est pas prêt à blâmer les élus d'Hérouxville pour leur action. Il pense même que ce débat est nécessaire. « Nous sommes un pays qui a avancé à travers des débats. Nous vivons en ce moment quelque chose d'important qui mérite une attention particulière. »

« Le débat sur les accommodements raisonnables a été jusqu'ici civilisé. Mais avec l'affaire Hérouxville, ça a dérapé. Ce n'est pas à eux de changer la charte. » — Saïd Jaziri, imam

La lieutenant-gouverneure s'exprime

Normalement discrète sur ce genre de chose, la lieutenant-gouverneure du Québec, Lise Thibault, s'est exprimée sur les exigences de quelques groupes ethniques ou religieux et la vague de mécontentement qu'elles suscitent chez certains Québécois.

« Ce n'est pas un problème politique, mais humain. Certaines de ces personnes quittent leur pays parce qu'elles ne sont plus capables d'y rêver et parce qu'elles rêvent au nôtre », a-t-elle dit.

Malgré tout, elle juge que chacun doit y mettre du sien. « Il faut faire des concessions et éviter une vue à court terme. Dans deux ou trois générations, ces gens qui nous semblent différents aujourd'hui seront devenus comme nous. Il suffit d'y mettre un peu d'amour et de tolérance », estime-t-elle.

– Avec la Presse Canadienne

Jetta TDI ou à essence, seulement 2,9 % à l'achat.

Une offre aussi puissante et économique que nos moteurs.

La Jetta. Nul besoin d'y goûter financièrement pour goûter aux plaisirs de conduire. Gavez-vous de route avec le célèbre TDI[MD] qui offre une autonomie allant jusqu'à 1 000 km† avec un seul plein. Ou mordez agressivement dans le bitume avec un moteur à essence 2,5 L ou 2,0 L turbo. Sans compter la panoplie de petites attentions prêtes à prendre la route : dispositif antipatinage, sièges avant chauffants, rétroviseurs extérieurs chauffants, toit ouvrant et vitres électriques, pour ne nommer que celles-là. La table est mise, n'attendez plus pour en faire l'essai.

Jetta à essence*
Jetta TDI*

Taux de 2,9 %**

4 ans / 80 000 km††
Garantie limitée du véhicule neuf

Visitez vw.ca ou appelez au 1 888 ROULE VW pour plus de détails.

3457083

*À l'exception des Jetta City 2007 et des Jetta TDI Édition Spéciale 2006. **Taux de financement à l'achat de 2,9 % pendant 36 mois offert uniquement sur la Jetta berline 2007 et la Jetta TDI 2006, neuves, en stock. Photo à titre indicatif seulement. Offre sujette à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Exemple de financement : un montant de 25 690 $ au taux d'intérêt annuel de 2,9 % correspond à une mensualité de 747,30 $ pendant 36 mois. Total des frais de crédit de 1 219,79 $, pour une obligation totale de 26 909,79 $. Les mensualités et le total des frais de crédit varient en fonction du montant emprunté et de l'acompte ou de l'échange. Offre d'une durée limitée pouvant être retirée en tout temps. ††Selon la première éventualité. Les réglages et l'usure normale des pièces ne sont plus couverts par la garantie après 12 mois ou 20 000 km, selon la première éventualité. †Carburant diesel requis. Distance approximative sur l'autoroute de 1 057 km (5,2 L/100 km) et en ville de 833 km (6,6 L/100 km) pour la Jetta TDI manuelle avec moteur de 1,9 litre. Distance approximative sur l'autoroute de 1 195 km (4,6 L/100 km) et en ville de 785 km (6,2 L/100 km) pour la Jetta TDI familiale manuelle avec moteur de 1,9 litre. Données basées sur un réservoir de 55 litres et sur les données de consommation de Transports Canada. Données fournies à des fins de comparaison seulement. Votre consommation peut varier selon les accessoires et l'utilisation. Tous les détails chez votre concessionnaire.

3457075A

André Desmarais > Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

FORUM

ÉDITORIAUX

L'homme et sa nature

Nous publions aujourd'hui le troisième et dernier éditorial sur le défi environnemental.

mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

La cause du réchauffement climatique aura accaparé l'attention internationale à la vitesse grand V, après quelques dizaines de mois de martèlement médiatique, tout au plus. Contrairement aux autres catastrophes données comme imminentes depuis un demi-siècle (et demeurées à l'état de grosses frayeurs...), celle-ci a été adoptée comme une menace plausible par tous les pouvoirs.

Pouvoirs politiques.

George W. Bush et Stephen Harper, les plus réticents, ont entériné la thèse. À Washington, une demi-douzaine de projets de loi s'y rapportant ont été déposés au Congrès. À Ottawa, la rentrée parlementaire s'est effectuée sous le thème quasi-exclusif de l'environnement. Au total, probablement plus un seul politicien au monde n'escamote le problème. Un tel consensus obtenu en si peu de temps, c'est du jamais vu.

Pouvoirs économiques.

Exxon Mobile, qui a historiquement consacré une part de ses faramineux – et scandaleux – profits à combattre la thèse du réchauffement, vient de virer capot. Au Sommet économique de Davos, il y a une semaine, 17 ateliers étaient consacrés à l'environnement. Et les milieux d'affaires y ont réclamé davantage de règles étatiques, emboîtant le pas à dix multinationales dont Alcoa, General Electric, DuPont et Caterpillar. L'évolution est spectaculaire.

Bien entendu, les déclarations d'intention n'obligent à rien. Mais cela, on l'avait d'abord constaté chez le simple citoyen.

////////////////////////////

Les Québécois sont, en paroles, les champions mondiaux de l'environnement. Plus de 90 % d'entre eux sont convaincus des dangers du réchauffement et beaucoup voient ce problème comme le plus important.

Pourquoi, alors, nos poubelles ont-elles pris un embonpoint de 63 % en dix ans? Seulement 6 % des matières organiques sont-elles valorisées? Et moins de 25 % des déchets recyclés? Pourquoi les Québécois s'opposent-ils à une hausse des tarifs d'électricité et à l'exploitation de l'énergie hydraulique? Pourquoi, si 91 % des Québécois favorisent l'éolien, sont-ils incapables de s'entendre pour élever ne serait-ce qu'un seul malheureux moulin? Pourquoi les ventes des plus gros et des plus luxueux véhicules utilitaires sport (VUS) ont-elles progressé de 17 et 6 % respectivement au Canada en 2006?

Il y a à cela deux raisons, qui tiennent à la nature humaine.

La première est que la menace paraît théorique et entraîne une réaction théorique, elle aussi. La seconde est que le citoyen indique qu'il ne sacrifiera pas le confort et la liberté que lui procure la modernité. La simplicité volontaire ne marchera pas. Et l'effet de la coercition, hormis dans certains créneaux bien précis, sera aléatoire.

Le citoyen ne sacrifiera pas le confort et la liberté que lui procure la modernité. Il faut trouver autre chose...

Comme l'industriel, le citoyen va monnayer ses sacrifices. Ou, mieux encore, leur préférer de nouvelles technologies propres, de nouveaux procédés verts, des comportements écologiquement corrects... s'ils sont sans douleur. Ce qui est tout à fait possible.

Autrement, il faudra changer la nature humaine. Mais cela a déjà été essayé et plus personne ne l'envisage sérieusement.

Le techno-huard

akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Vous voulez évaluer votre quotient intellectuel, vos compétences en anglais ou votre type de personnalité? Vous trouverez tous les tests qu'il vous faut sur Internet. Et si les résultats ne vous plaisent pas, vous pourrez vous rabattre sur un horoscope qui vous dira le contraire. Par contre, si vous possédez une entreprise dans la Cité Multimédia, vous feriez mieux d'aller sur le site de l'organisme TechnoCompétences. Vous y trouverez un test indiquant quelle serait votre situation financière si vous ne receviez pas de crédit d'impôt...

Les résultats ne seront pas nécessairement réjouissants. Près de la moitié des entreprises qui reçoivent ce soutien ne seraient pas rentables autrement, révélait une étude de TechnoCompétences cette semaine. Si Québec fermait le robinet demain matin, 25 % à 40 % des 13 000 emplois subventionnés du secteur disparaîtraient.

Ça ressemble drôlement au secteur manufacturier avant que le dollar ne commence à s'apprécier: une rentabilité fragile, fondée sur un avantage concurrentiel éphémère. On a vu où ça mène.

Au moins, le secteur des technologies de l'information (TI) sait d'avance quand les règles du jeu vont changer – entre 2010 et 2013, selon les entreprises. Malheureusement, rares sont celles qui semblent s'y préparer.

Plusieurs considèrent qu'elles ont encore beaucoup de temps pour s'ajuster. Pire, leurs stratégies ne sont souvent pas réalistes. Par exemple, elles prévoient augmenter leur chiffre d'affaires ou se refinancer, alors que leur endettement leur enlève toute marge de manœuvre. Un certain nombre quitteront la Cité ou le centre où elles se trouvent afin de réduire leur loyer, mais dans bien des cas ce ne sera pas suffisant.

////////////////////////////

Un peu plus de 300 entreprises profitent actuellement de ces crédits. La survie des plus importantes, comme CGI ou IBM, n'est évidemment pas menacée. Certaines PME ont aussi pris les devants en choisissant plutôt de miser sur les crédits à la R&D. Mais les autres, surtout celles qui ne sont pas rentables à l'heure actuelle, risquent de trouver le sevrage brutal.

Il est un peu tard pour blâmer ce programme, dont nous avons d'ailleurs souligné les failles dans ces pages. Toutefois, il est encore temps de préparer l'après-crédits.

Il y aura évidemment de la consolidation, ce qui, jusqu'à un certain point, peut être profitable à l'industrie. Il faut cependant espérer que le secteur n'en sortira pas trop exsangue. Ces crédits d'impôt, il ne faut pas l'oublier, auront coûté très cher aux contribuables québécois. La dépense fiscale pour la seule année 2006 avoisine les 180 millions. Imaginez une décennie. À ce prix-là, on aimerait qu'il en reste quelque chose. Car même si les employés trouvent à se replacer, c'est toute une expertise en démarrage d'entreprises et une mine de technologies prometteuses qui risquent de disparaître avec les PME. Espérons que celles-ci sauront faire preuve de réalisme et mettront à profit le temps qui leur reste pour préparer la transition.

serge paquette, collaboration spéciale

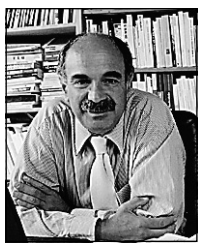
DROITS RÉSERVÉS

PLANÈTE

« Nous sommes tous Arméniens »

L'assassinat du journaliste turc Hrant Dink a une portée qui dépasse les seuls enjeux locaux

MICHEL WIEVIORKA



L'auteur est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris.

L'assassinat de Hrant Dink à Istanbul, le 19 janvier dernier, devant le local du magazine arménien *Agos* dont il était le principal animateur, a une portée immense. Il s'agit là en effet d'un meurtre « global », au carrefour de questions les unes internes à la Turquie, les autres externes, et qui concernent l'Europe, voire le monde.

La Turquie est une démocratie, la seule où l'islam soit arrivé par les urnes au pouvoir. Cette démocratie est fragile, car menacée sur trois fronts. Le premier est constitué par le nationalisme turc, qui se renforce chaque fois qu'il peut invoquer des forces, externes ou internes, qui mettraient en cause la grandeur du pays. Le refus de voir la Turquie intégrer rapidement l'Union européenne, de plus en plus net aujourd'hui dans bien des pays concernés, alimente ce phénomène; mais aussi les efforts, du dedans comme du dehors, pour exiger du récit national du pays qu'il cesse d'ignorer les torts historiques de l'État, à commencer par le génocide arménien. Hrant Dink avait été condamné, avec sursis, pour avoir évoqué publiquement ce génocide, il était honni des milieux nationalistes, avec lesquels son jeune assassin était en contact à Trébizonde.

Deuxième péril pour la démocratie turque: le républicanisme, cette perversion de l'idéal républicain, hostile à toute reconnaissance des particularismes culturels ou religieux, et d'autant plus porté à la répression militaire qu'il est désormais localisé, avant tout, au sein de l'armée, dernière garante d'un kémalisme à bout de souffle. Hrant Dink non seulement incarnait une minorité, arménienne (estimée à 60 000 personnes), mais il plaidait aussi pour d'autres causes minoritaires, à commencer par celle des Kurdes. Enfin, troisième danger: l'islamisme radical, qui voudrait soumettre le politique au religieux. Européen convaincu, Hrant Dink voyait dans la perspective d'une entrée de la Turquie au sein de l'U.E. une chance pour la démocratie dans son pays – ce qui était une idée détestable pour les nationalistes. Mais il n'était pas très apprécié dans les milieux les plus actifs de la diaspora arménienne car, contrairement à eux, il ne faisait pas de la reconnaissance par la Turquie du génocide de 1915 un préalable à toute discussion sur son intégration dans l'U.E. Il considérait qu'il fallait d'abord assurer cette intégration, et donc la démocratie : ensuite, son pays pourrait apprendre à reconnaître la face d'ombre de son histoire.

Hrant Dink voyait dans la perspective d'une entrée de la Turquie au sein de l'U.E. une chance pour la démocratie dans son pays.

Du coup, l'émotion qu'a causée son meurtre a été plus vive en Turquie que dans les milieux arméniens du reste du monde. Lors de ses obsèques, parmi les dizaines de milliers de personnes qui défilaient, beaucoup brandissaient des pancartes affirmant: « Nous sommes tous Arméniens », ou « Nous sommes tous Hrant Dink ». C'était là afficher le désir de vivre dans un pays ouvert à ses minorités, le refus de céder aux forces sombres du nationalisme, et en appeler à la liberté d'opinion et d'expression – n'oublions pas que Hrant Dink était un journaliste.

Sa mort est venue faire comprendre qu'il renversait, à sa façon, les termes de deux questions. La question arménienne tout d'abord: celle-ci n'est pas réductible au combat d'une diaspora tentant d'imposer du dehors à l'État turc de reconnaître ses crimes du passé, elle est aussi, et d'abord, la lutte, interne, en Turquie, de démocrates qui comptent dans leurs rangs la frange la plus politisée de ce qui reste des communautés arméniennes. La question de l'admission de la Turquie en Europe ensuite: celle-ci n'est pas un danger, pour ce continent et, au-delà, pour l'Occident, elle est le meilleur moyen de jeter un pont avec l'islam et d'éviter le « choc des civilisations » annoncé par le politologue Samuel Huntington.

PHOTO AHMET ADA, REUTER

Lors des funérailles de Hrant Dink, en janvier dernier, des milliers de personnes ont défilé dans les rues brandissant des pancartes sur lesquelles ont pouvait lire « Nous sommes tous Arméniens ».

MONDE

Les nouvelles internationales en continu sur **cyberpresse.ca/monde**

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS
Intervenir en Iran causerait un désastre

Une intervention militaire contre l'Iran aurait des conséquences « désastreuses » pour la région, soulignent trois anciens hauts responsables militaires américains dans une tribune au *Sunday Times*, l'édition dominicale du quotidien londonien *The Times*. « En tant qu'anciens chefs militaires américains, nous mettons fortement en garde contre l'usage de la force militaire contre l'Iran », écrivent le général Robert Gard, ancien secrétaire adjoint à la Défense, le général Joseph Hoar, ex-chef du Commandement central américain, et le vice-amiral Jack Shanahan, ancien directeur du Centre pour l'information sur la défense. « Une attaque contre l'Iran aurait des conséquences désastreuses pour la sécurité dans la région et pour les forces de la coalition et cela accroîtrait encore les tensions régionales et mondiales », ajoutent-ils en soulignant que la crise actuelle autour du nucléaire iranien « doit être résolue par la diplomatie ». — AP

PHOTO DADANG TRI, REUTERS

Un résidant de Djakarta flotte au niveau des toits.

INDONÉSIE
Les inondations s'aggravent

Les inondations consécutives aux pluies des derniers jours en Indonésie, qui ont fait au moins 20 morts selon le dernier bilan, ont empiré hier à Djakarta, contraignant près de 340 000 personnes à fuir leur domicile, selon les autorités. Les pluies dans la nuit de samedi à hier ont entraîné de nouvelles crues, et jusqu'à 2 m d'eau boueuse a envahi plusieurs nouveaux quartiers résidentiels et commerciaux de Djakarta. « La ville est aujourd'hui au niveau d'alerte maximum », a expliqué Sihar Simanjuntak, responsable de la surveillance du niveau des cours d'eau de la capitale indonésienne. Les services météorologiques indonésiens prévoient encore de la pluie au cours des deux prochaines semaines, laissant craindre de nouvelles crues. — AP

PALESTINE
Interdit d'échouer

Khaled Mechaal, chef politique du Hamas en exil, a estimé hier que les prochaines négociations avec le Fatah en Arabie Saoudite devaient être couronnées de succès et a appelé les combattants palestiniens à la retenue. « Il est interdit d'échouer, a déclaré Khaled Mechaal dans une intervention télévisée depuis Damas, la capitale syrienne. J'appelle tous nos frères à faire preuve de retenue et à se rappeler notre vraie bataille » avec Israël. Demain à La Mecque, Khaled Mechaal doit rencontrer le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, pour des discussions de réconciliation sous l'égide du roi Abdallah d'Arabie Saoudite. Il s'agit du plus important effort de médiation en plusieurs semaines d'affrontements interpalestiniens. Hier soir, des hommes du Hamas et du Fatah se sont retirés de leurs positions dans le cadre de la dernière tentative visant à appliquer un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. — AP

IRAK
Nouveaux attentats à Bagdad

Bagdad a connu de nouvelles violences hier, au lendemain du deuxième attentat le plus meurtrier en quatre ans, avec un nouveau bilan de 37 morts. Les corps de 33 personnes tuées par balle ont également été découverts. Des obus de mortier ont tué 15 personnes et en ont blessé une cinquantaine d'autres dans un quartier sunnite du nord-est, selon un hôpital local. Les services de sécurité ont confirmé les tirs de mortier, mais pas ce bilan. Dans le quartier mixte d'Amel, des combats ont opposé toute la journée des habitants à des groupes armés, faisant sept morts et 11 blessés, selon une source de sécurité. Au moins 15 autres personnes, dont quatre policiers, ont été tuées dans une série d'attentats et de fusillades. — AP

ÉTATS-UNIS
Ralph Nader de retour ?

Défenseur infatigable et respecté des droits des consommateurs, Ralph Nader n'a pas exclu hier d'être de nouveau candidat à l'élection présidentielle américaine de 2008. Interrogé sur CNN pour savoir s'il sera candidat, M. Nader, qui fêtera ses 73 ans à la fin du mois, a répondu qu'il était « vraiment trop tôt pour le dire ». « Mais, a-t-il ajouté, je ferai tout pour que les Américains puissent avoir plus de choix. » Il a appelé à briser la « dictature » du bipartisme et plaidé pour la présence de candidats indépendants. Candidat des verts en 2000, Ralph Nader avait recueilli 2,7 % des voix après une campagne active. Les démocrates lui ont reproché d'avoir contribué à faire élire le républicain George W. Bush en privant de précieuses voix leur candidat, Al Gore. — AP

Un budget équilibré d'ici 2012

Les opérations militaires menacent l'objectif de Bush

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le président des États-Unis, George W. Bush, s'est engagé à ramener le budget fédéral à l'équilibre d'ici 2012. Mais les guerres en Irak et en Afghanistan coûtent cher, comme va le montrer son budget pour 2007-2008, qui sera présenté aujourd'hui.

Bush demandera, pour la prochaine année budgétaire (allant d'octobre 2007 à septembre 2008), quelque 145 milliards de dollars pour financer les opérations militaires dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ».

Il présentera aussi au Congrès une demande de budget supplémentaire d'environ 100 milliards pour l'année budgétaire en cours, pour laquelle il a déjà requis 70 milliards de dollars.

Selon le Bureau budgétaire du Congrès (CBO), la guerre contre le terrorisme a coûté aux contribuables américains 503 milliards de dollars depuis 2001 et les sommes demandées aujourd'hui vont porter le total à plus de 700 milliards de dollars.

M. Bush, qui doit quitter le pouvoir en janvier 2009, s'est engagé à mettre en place un programme visant à ramener les finances du pays à l'équilibre d'ici 2012. Mais il a oublié jusqu'à présent – et fort opportunément – de mettre dans ses propositions de budget annuelles le coût des opérations militaires.

Le directeur des opérations budgétaires de la Maison-Blanche, Rob Portman, a toutefois indiqué que ce ne serait plus le cas à partir d'aujourd'hui.

« Il est important de noter que ces coûts sont inclus dans nos calculs de déficit. Quand le président dit qu'il veut ramener le budget à l'équilibre, il dit aussi que nous devons augmenter les dépenses pour l'armée, et tous ces coûts sont inclus », a souligné M. Portman, interrogé à CNN.

Le président demandera, pour la prochaine année budgétaire, 145 milliards afin de financer la « guerre contre le terrorisme ».

Jusqu'à présent, les opérations militaires étaient financées par des collectifs budgétaires et des demandes de financement exceptionnel qui ne font pas l'objet de débats aussi serrés que pour le budget normal.

Confiance

La promesse de George W. Bush de combler le trou budgétaire – qui a atteint 248 milliards de dollars dans l'année fiscale 2006, soit 1,9 % du produit intérieur brut (PIB) – ne devrait toutefois pas être trop difficile à tenir.

Le CBO estime que le budget fédéral des États-Unis devrait revenir à l'équilibre d'ici 2011 et dégager ensuite des surplus jusqu'en 2017, date à laquelle se terminent ses prévisions sur 10 ans.

Cela s'explique par la hausse des recettes fiscales due à la bonne santé de l'économie.

Mais le CBO a aussi souligné que « ces perspectives favorables sur 10 ans n'indiquent pas un changement fondamental des défis budgétaires à long terme ».

« Le vieillissement de la population et l'augmentation continue des coûts de santé vont faire pression sur le budget dans les décennies à venir », indique-t-il.

Guerre en Irak Procès d'un objecteur de conscience

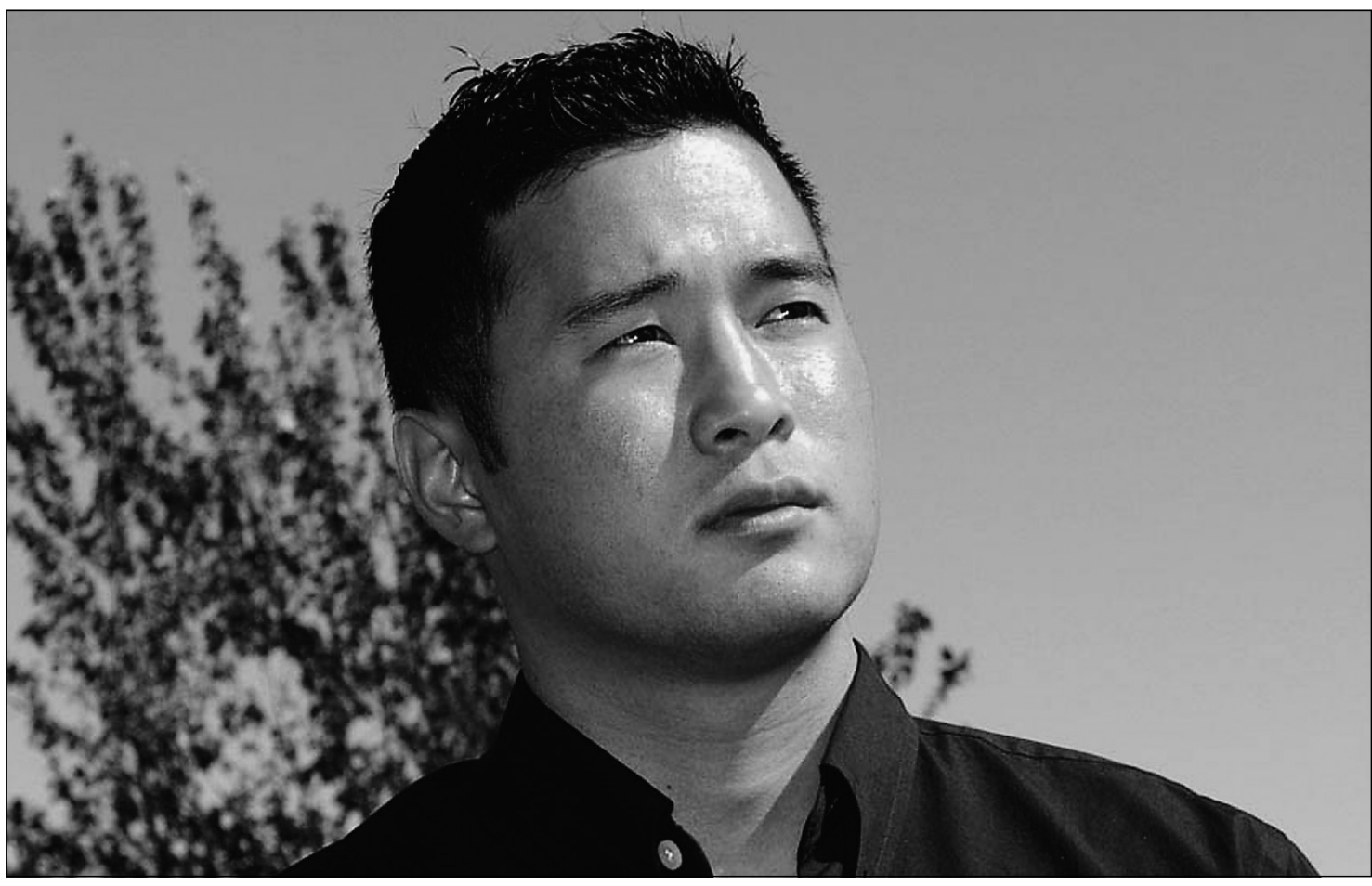


PHOTO JEFF PATTERSON, AFP

Le procès du lieutenant de l'armée américaine Ehren Watada, premier officier à avoir refusé de servir en Irak, s'ouvre aujourd'hui devant une cour martiale d'une base militaire de l'État de Washington, a annoncé son comité de soutien. Ehren Watada avait refusé en juin 2006 d'être déployé en Irak en raison de son opposition à la décision de déclencher cette guerre. Selon le Comité, il risque jusqu'à quatre ans de prison.

Sarkozy ratisse à gauche

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — « Je ne crois pas que le ralliement du philosophe André Glucksmann à Nicolas Sarkozy provoque de grands émois au fond de la province française et de mon Périgord », ironise Roland Dumas, vieux renard de la politique française et ancien ministre socialiste des Affaires étrangères sous Mitterrand.

En effet, les prises de position, il y a une semaine, de quelques intellectuels parisiens « ex-de gauche » en faveur du candidat de la « droite républicaine » ne risquent pas de provoquer des ralliements en masse dans l'électorat. Toutefois, ce petit événement constitue peut-être l'indice d'un changement subtil mais profond dans le paysage politique.

De quoi, en tout cas, modifier de façon subconsciente l'image du candidat Sarkozy ou lui donner une nouvelle légitimité : celui qui reste l'un des plus jeunes candidats majeurs à la présidentielle (il est né en 1955) voit se rallier à lui quelques-unes des figures emblématiques de la génération de mai 68. De véritables vedettes du monde intellectuel : André Glucksmann, Alain Finkielkraut ou Pascal Bruckner, notamment.

Il s'agit indéniablement d'une nouveauté. De toute éternité, les intellectuels et artistes français les plus en vue ont massivement soutenu la gauche – à l'exception de ceux qui préféraient rester apolitiques. Quand on les comparait à celles de François Mitterrand en 1974, 1981 ou 1988, les listes de soutien à Giscard d'Estaing ou Chirac faisaient franchement pitié.

Les désillusions provoquées par les deux septennats de Mitterrand, de 1981 à 1995, avaient quelque peu changé la donne. En se positionnant contre la « fracture sociale » pour essayer de l'emporter sur son rival de droite Édouard Balladur, Jacques Chirac avait rallié à lui quelques vedettes de l'intelligentsia venues de la gauche. Entre autres le démographe Emmanuel Todd. Mais les ralliements demeuraient marginaux.

Cette fois, la mutation paraît plus profonde et significative. Bien sûr, à l'époque d'Internet et de la télé, les penseurs en question ont moins de poids que leurs aînés ou qu'eux-mêmes pouvaient en avoir dans les années 60 ou 70. Mais ils restent les figures les plus emblématiques de leur génération… et de grosses pointures en librairie.

Le monde à l'envers

Bien entendu, le virage était amorcé depuis un bon moment. Dès la fin des années 70, les « nouveaux philosophes » dénonçaient violemment l'Union soviétique, le communisme, et donc toute cette gauche orthodoxe qui n'avait pas rompu avec le marxisme. L'ennemi principal cessait d'être incarné par les États-Unis ou l'économie de marché. En 2004, un nouveau pas a été franchi avec le soutien à la guerre en Irak.

Aujourd'hui, les mêmes intellectuels se font naturellement plus discrets sur le chapitre irakien, mais le message reste clair : au nom du progrès et de la liberté, il n'y a plus de corps de doctrine sacré dont la gauche serait l'unique dépositaire. Ainsi le mythe de l'indépendance nationale française face aux États Unis : il a abouti, selon Glucksmann, à défendre au mépris de toute morale les intérêts économiques et politiques français, à adopter une position trouble au Rwanda, à flatter Poutine malgré la Tchétchénie et à soutenir des régimes arabes dictatoriaux parce qu'ils achetaient du matériel militaire français.

Pour Glucksmann et quelques autres « ralliés », Nicolas Sarkozy est moins englué dans les « vieilles idéologies » qui, sous couvert de perpétuer le gaullisme ou l'indépendance nationale, aboutissent à de graves compromissions avec des régimes ennemis de la démocratie.

Changement majeur de perception : Nicolas Sarkozy, vieux routier de la politique professionnelle à 51 ans, passait pour l'incarnation même de l'arrivisme effréné face à des hommes de conviction comme Villepin ou Chirac. C'était aussi l'homme de toutes les brutalités, du « nettoyage des cités au Kärcher ». Voilà aujourd'hui qu'un quatuor de philosophes haut de gamme apporte sa caution à cet homme sans doute de droite mais qui, à leurs yeux, rompt avec la langue de bois et réintroduit la morale dans le discours politique.

Le monde à l'envers, en quelque sorte.